

LE POUVOIR DE CONTROLE

de la Cour de Cassation

SUR

L'INTERPRÉTATION et L'APPLICATION des CONTRATS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ès-sciences juridiques)

Présentée et soutenue le Vendredi 12 Mars 1926, à 15 heures

PAR

Christian TALAMON

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Président : M. RIPERT.

Professeurs : { M. HÉMARD.
M. PILON.

PARIS

MASSON ET C^{ie}, ÉDITEURS

120, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 120

1926

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE POUVOIR DE CONTROLE

de la Cour de Cassation

SUR

L'INTERPRÉTATION et L'APPLICATION des CONTRATS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ès-sciences juridiques)

Présentée et soutenue le Vendredi 12 Mars 1926, à 15 heures

PAR

Christian TALAMON

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Président : M. RIPERT.
Professeurs : { M. HÉMARD.
M. PILON.

PARIS

MASSON ET C^{ie}, ÉDITEURS

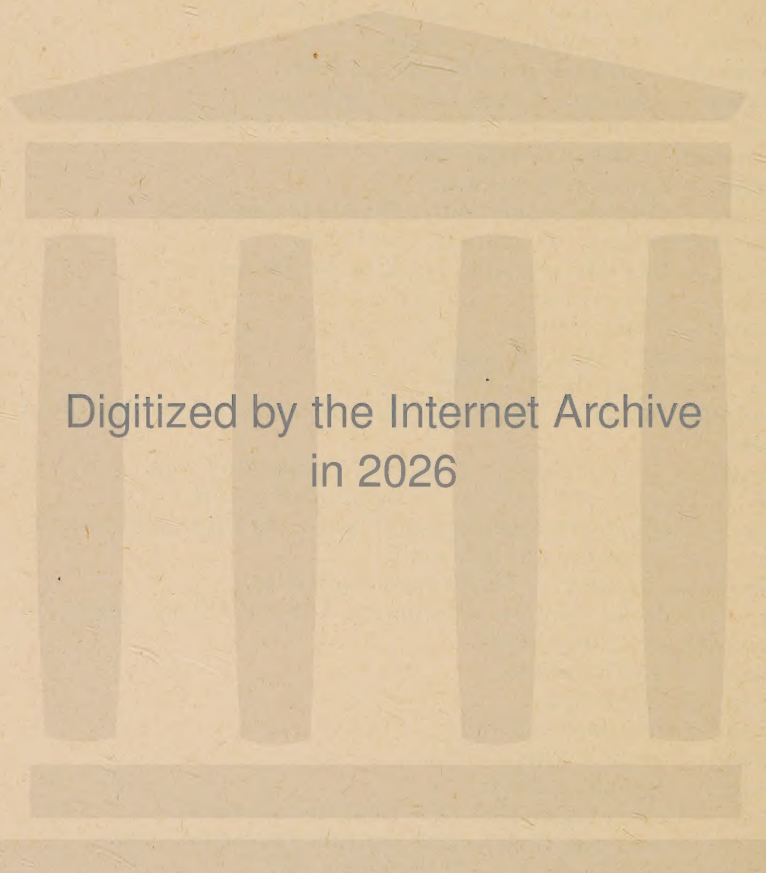
120, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 120

1926



BIBLIOGRAPHIE

- Alglave.** — Action du Ministère Public et Théorie des droits d'Ordre public en matière civile.
- Aubry et Rau.** — Cours de Droit civil.
- Aubert.** — Les causes d'ouverture à Cassation. Thèse Paris, 1884.
- Bardot.** — La Cour de Cassation. Thèse Paris 1873.
- Beudant.** — Obligations et Contrats.
- Boncenne.** — Théorie de la Procédure civile.
- Bonnier.** — Eléments d'organisation judiciaire.
- Carré.** — Lois de l'organisation judiciaire et de la compétence.
- Charmont.** — Revue critique 1894.
- Crépon.** — Le pourvoi en Cassation.
- Chenon.** — Origines, Conditions, Effets de la Cassation.
- Colin et Capitant.** — Cours de Droit civil.
- Dereux.** — De l'Interprétation des Actes juridiques.
- Domat.** — Lois civiles.
- Duguit.** — L'Etat. T. II.
- Fabreguettes.** — L'Art de juger.
- Faye.** — La Cour de Cassation.
- Garsonnet et Bru.** — Traité théorique et pratique de la Procédure civile.
- Gounod.** — L'autonomie de la volonté. Thèse Dijon 1912.
- Geny.** — Science et Technique en Droit privé positif.
- Geny.** — Méthode d'interprétation et source en Droit privé positif.
- Huc.** — Commentaire du Code civil.
- Henrion de Pensey.** — De l'autorité judiciaire.
- Joly.** — De la loi dont la violation peut constituer un moyen de Cassation en matière civile.
- Jouarre.** — La Cassation.
- Merlin.** — Répertoire.
- Merlin.** — Questions de Droit.
- Poncet.** — Traité des jugements.
- Pothier.** — Des obligations.
- Tarbé.** — Lois et règlements de la Cour de Cassation.
- Toullier.** — Le Droit Civil français-suivant l'ordre du Code.
- Voinr.** — De l'Imprévision. Thèse Nancy 1917.
-



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LE RÔLE DE LA COUR DE CASSATION

Avant d'aborder une étude dont le but sera d'essayer de fixer les limites de la sphère dans laquelle s'exerce le pouvoir de contrôle de la Cour de Cassation, à propos d'une matière où ces frontières apparaissent imprécises et mal définies, il n'est peut-être pas inutile de rappeler quelques idées générales, formulées avec l'aide des textes et de l'évolution historique qui les a précédés, et qui nous permettent d'indiquer le rôle qui a été assigné à la Cour Suprême, dans l'organisation judiciaire française.

La Cour de Cassation ne constitue pas, comme on le sait, un troisième degré de juridiction, c'est-à-dire que son action ne se superpose pas à celle des Cours d'appel, dont la fonction consiste à examiner d'une façon intégrale les jugements de première instance qui lui sont déférés; ce qui s'entend aussi bien au point de vue du fait c'est-à-dire de la constatation et de l'appréciation des événements qui ont donné lieu au litige, que de l'application qui a été faite à ces faits de la loi, c'est-à-dire du point de droit qu'ils soulèvent.

Les juges d'appel reprennent donc l'examen du procès, dans tous ses éléments, comme si c'était une affaire nou-

velle qui se présentait à eux, et si la solution à laquelle ils aboutissent est différente de celle des premiers juges, ils ont toute faculté d'anéantir celle-ci en tout ou partie, et de substituer à ce qui constitue à leurs yeux un mal jugé une décision plus conforme à la justice et au droit. C'est ainsi que la Cour d'appel apparaît bien comme un second degré de juridiction, qui connaît entièrement du fond du procès, sans avoir à tenir pour établi aucun des éléments de la décision attaquée, et que la liberté de sa décision est affranchie de toute entrave et de tout préjugé.

Tout autre est le rôle qui est imparti à la Cour Suprême; elle n'est qu'un organe de cassation, c'est-à-dire qu'elle doit tenir pour constants certains éléments de la décision des premiers juges, et se borner à contrôler si l'application qui a été faite de la loi à ces éléments est exacte.

Ce principe qui, à l'heure actuelle, apparaît bien nettement, dégagé au moins quant à son fondement, n'était cependant pas entendu d'une façon aussi précise par la jurisprudence d'autrefois.

Si l'idée de cassation semble avoir été envisagée et admise de très bonne heure, les conséquences qu'en tiraient ceux qui l'appliquaient étaient loin d'être toujours en accord, avec le principe.

Avant la période révolutionnaire, le pourvoi en cassation, connu sous le nom de proposition d'erreur, était jugé par le Conseil des Parties, une des cinq branches du Conseil du Roi, la mission de celui-ci consistait à faire respecter les Edits et les Ordonnances en cassant les arrêts des Parlements rendus en contravention avec ceux-ci. Mais il faut remar-

quer que le pouvoir de cassation ainsi confié au Conseil était alors considéré comme le complément ou plutôt la sanction du pouvoir législatif qui appartenait au Roi: le Conseil du Roi, en effet, ne constituait qu'une dépendance du souverain, et un auxiliaire de l'Exécutif, qui alors contenait en lui tous les autres pouvoirs, et l'idée de cassation se résumait en ceci que le Roi tenait à être obéi dans son royaume, et que, par le moyen de la mise à néant de tout arrêt violant les Ordonnances, il faisait prévaloir sa volonté (1).

Alors, triomphait le principe de la justice retenue, que « Toute justice émane du Roi » qui permettait à celui-ci de se servir du pouvoir de cassation comme d'une arme très efficace dans sa lutte contre les Parlements. Et dans l'ardeur de celle-ci le pouvoir royal oubliait souvent de faire la distinction entre le fait et le droit: C'est ainsi que l'initiative du Conseil apparaissait plus ou moins étendue suivant les règnes et l'ardeur de la querelle.

Henrion de Pensay nous dit qu'alors les fractions du pouvoir évoquaient les affaires au Conseil, cassaient les arrêts et n'hésitaient pas ensuite à statuer sur le fond de l'affaire, à tel point qu'à plusieurs reprises le Parlement dut intervenir pour en faire le reproche au Roi et lui faire sentir que seuls les moyens « qui sont fondés sur une contravention claire et « précise aux Ordonnances pouvaient être retenus, car c'est « l'intérêt public et le respect de la loi plus que l'intérêt « de la partie que l'on consulte ». (Rapport de M. Joly de Fleury au roi Louis XV en 1762).

(1) Voir Ordonnances de Blois, 1579, et de Rouen, 1597.

Et il continue: « Si l'on peut faire croire que les circonstances de fait ont influé sur le jugement, on rejette la demande parce que l'on peut croire que le juge n'a pas méprisé la loi, mais qu'il a pensé que ce n'était pas le cas d'en faire application; c'est en quoi la cassation diffère de l'appel qui remet le fond en question, la cassation, au contraire, attaque un arrêt revêtu d'une pleine autorité, dont il ne peut être dépouillé qu'autant qu'il se trouve en excéder les bornes légitimes ».

Ainsi, nous pouvons retenir de cette période que, le principe de la cassation était pleinement discerné, mais mal appliqué; l'œuvre de la Révolution va donc consister à mettre d'accord la pratique avec la théorie, en s'efforçant de réaliser la suppression des abus qui s'étaient manifestés sous les gouvernements antérieurs. Elle va donc s'efforcer d'enfermer le principe dans de strictes limites, mais de plus elle aura une autre visée, et ne manquera pas de se servir de l'institution qu'elle va fonder pour répandre les idées nouvelles qui étaient sa raison d'être.

C'est la Constituante, qui posant les fondements du régime nouveau de la France, fut amenée à réorganiser l'ordre judiciaire. Ayant proclamé les droits de l'individu, la Révolution devait en assurer l'intégrité au moyen d'une justice propre à les faire respecter; mais il ne fallait pas que celle-ci pût devenir une force capable de porter atteinte à l'autorité de la Nation; il n'y aura donc pas, comme autrefois, une échelle de corps judiciaires fortement hiérarchisés: les Tribunaux de première instance qui constitueront le plan unique de la justice en jugeant à la fois en premier ressort et en appel, ce

qui apparaissait suffisant pour régler les différends des particuliers et leur donner une solution équitable; mais il n'en allait plus de même lorsque ces Tribunaux avaient recours, à l'application de la Loi. Dans cette tâche, en effet, l'erreur du juge devait avoir une conséquence beaucoup plus grave que la lésion des intérêts particuliers. La violation de la loi, en effet, substituée à propos de chaque espèce la volonté du juge à celle du législateur, et par là elle compromet l'ordre et l'intérêt public, dont la loi est l'expression générale. Et cela paraissait d'autant plus grave aux yeux des constituants, qu'on se trouvait alors en pleine période de transition, et qu'il fallait empêcher à tout prix que la diffusion des idées nouvelles trouvât un obstacle dans la mauvaise volonté des Tribunaux.

Car c'est en intégrant les principes, inaugurés par la Révolution, dans la codification qui allait intervenir, que les dirigeants entendaient les répandre dans toutes les parties de la France, mais comme le législateur ne pouvait tout dire et tout enfermer dans les articles de loi, force lui était de se borner à énoncer les grandes lignes de ces principes et de laisser aux Tribunaux le soin d'en déduire des conséquences particulières à propos de chaque espèce. Mais cette liberté très grande abandonnée à des juridictions soumises par leur situation aux influences des traditions locales, ne laissait pas que de présenter de très grands dangers pour l'œuvre d'unification et de centralisation qui était l'idée maîtresse de la Révolution.

On ne voulait pas que la France présentât l'aspect d'une mosaïque de provinces, isolées les unes des autres, et ayant

conservé avec leurs caractères particuliers, une législation et une jurisprudence propres à chacune d'elles,

A la diversité des coutumes locales, dont les souvenirs n'étaient pas très éloignés, et au morcellement du pays, la Révolution entendait substituer une nation unie et solidaire en liant entre elles toutes les parties du Royaume par l'adoption d'une loi unique.

On voit donc quelle importance devait revêtir, aux yeux du législateur, de cette époque, la législation nouvelle dont il avait décidé la codification par le double rôle qu'elle devait jouer, d'instrument de propagation des idées nouvelles, et celui d'unification du pays, et l'on voit ainsi tout le prix qu'il devait attacher à ce que son intégrité se maintint complète aussi bien dans son texte que dans son esprit. Pour cela, les Tribunaux chargés de l'appliquer ne devaient pas le faire à leur guise et selon leurs tendances particulières, et c'est ici que leur apparaissait la nécessité d'un organe supérieur dont le rôle serait celui d'un régulateur de la justice par le contrôle qu'il exercerait sur la façon dont les juges auraient appliqué la loi.

On voit donc que l'intérêt qui s'attachait alors à la création d'un Tribunal Suprême, était surtout un intérêt politique, et que celui-ci était tellement prédominant aux yeux des Constituants, que les avantages que devait présenter l'institution future pour les particuliers ne tenait qu'une place relativement bien minime dans les motifs de leur décision.

La création d'un Tribunal de Cassation apparaissait comme un corollaire de l'établissement de l'unité de législation, il ne fallait pas, au cas où un texte ne serait pas suffisamment

explicite, qu'une même question fût jugée différemment là et ailleurs, et, qu'une même disposition fût interprétée d'une façon différente selon la juridiction à qui l'on avait recours.

Ainsi c'étaient surtout les idées d'intérêt politique et d'intérêt public qui étaient prises en considération, et il est intéressant de mettre ce point en relief, car certains traits particuliers que présentait le Tribunal Suprême lors de sa création furent manifestement la conséquence directe de cette manière de voir, et l'on pourra constater dans la suite que ces traits disparaîtront ou tendront à s'atténuer à mesure que le point de vue politique sera moins pris en considération et qu'on se préoccupera d'une façon plus immédiate de l'intérêt des justiciables.

C'est en tenant compte de ce point de vue que s'éclairèrent les discussions qui ont précédé le vote de la loi; deux idées étaient en présence: étant donné le but qui lui était assigné, l'institution nouvelle pouvait apparaître comme un succédané ou plutôt un auxiliaire du pouvoir législatif, puisqu'il s'agissait de protéger la loi; mais, d'un autre côté, il fallait tenir compte de ce que cette mission ne devait être remplie qu'à propos d'un procès survenu entre deux particuliers, ce qui tendait à l'éloigner du pouvoir législatif pour la rapprocher du pouvoir judiciaire. Autrement dit, la question qui se posait était celle de savoir s'il fallait empêcher la violation de la loi par un corps d'essence politique, ou au contraire confier cette mission à un degré supérieur de l'ordre judiciaire.

Placée entre ces deux points de vue, la Constituante adopta une solution intermédiaire, et c'est ainsi que l'institution du Tribunal de Cassation telle qu'elle la réalisa se présenta

comme une transaction faite de concessions réciproques à chacun des deux systèmes; mais, étant donnée la prépondérance que l'on accordait au côté politique, ce fut au premier point de vue que l'on fit la plus large place.

Et puisqu'il s'agira bien moins d'assurer le règlement définitif du différend de deux particuliers que d'arriver à ce que la loi soit appliquée selon l'esprit du législateur, le Tribunal de Cassation devra s'abstraire le plus possible des raisons qui ont conduit les parties devant un juge, c'est-à-dire que pour cela, il devra isoler la question de droit du procès qui l'a fait se poser, et, la dégager de toutes les contingences particulières à l'espèce, en un mot transposer le débat d'un plan subjectif à un plan purement objectif.

C'est ainsi que le décret du 17 novembre 1790 énonce en termes impératifs que le Tribunal de Cassation ne doit pas connaître du fond des affaires, principe qui était alors entendu d'une façon plus rigoureuse qu'à l'heure actuelle.

Le Tribunal de Cassation, non seulement ne devait point connaître des faits, mais encore n'avait même pas le pouvoir de trancher la question de droit soulevée par le litige. Son rôle était purement négatif (1) il n'avait d'autre mission à remplir que d'examiner si l'arrêt qu'on lui déférait contenait une violation de la loi, et, dans l'affirmative, de le casser, et de renvoyer à une autre juridiction, et si celle-ci statuait comme la première, et qu'il y eût un second pourvoi, l'interprétation définitive de la loi n'était pas donnée par lui,

(1) Voir sur ces points : M. Gény, *Méthodes d'interprétation et sources en droit privé positif*, t. II, 3^e partie, ch. III, p. 203 et suiv.

ce soin était réservé au pouvoir législatif, qui ayant seul le droit de créer la loi, devait avoir au même titre celui d'en fixer le sens. C'était le régime connu sous le nom de Référé législatif, qui associait dans le rôle d'organe supérieur de l'application et de l'interprétation de la loi le Tribunal de Cassation et le Corps législatif, et qui aboutissait en réalité à une confusion de pouvoirs des plus caractérisées.

Mais cette violation du principe de la séparation des pouvoirs qui nous apparaît si clairement aujourd'hui ne devait pas être alors discernée aussi nettement, car le Tribunal Suprême ne pouvait être considéré comme un corps à proprement parler judiciaire, tellement il tendait à se confondre avec le pouvoir législatif.

Ainsi tout concourait à donner au recours en cassation un aspect purement objectif et abstrait, et, puisqu'on ne considérait que l'intérêt de la loi, il semble logiquement qu'on aurait dû en conclure que les plaideurs n'auraient point à user de cette voie de recours, et que seul le Ministère public devait avoir la possibilité de former un pourvoi en cassation. Mais on n'a pas été aussi loin, et on a permis aux parties de mettre en mouvement l'appareil de la cessation concuremment avec le Ministère public.

Le fait qu'en laissant cette initiative aux particuliers, et d'autre part le fait qu'une décision de cassation se répercutait inévitablement sur la solution définitive du fond du procès, laissait pénétrer quelque chose de subjectif dans l'atmosphère sereine et objective du pourvoi en cassation. L'intérêt particulier qui servait de motif à l'introduction des recours venait se joindre à l'intérêt général, et le rappel à

des points de vue plus pratiques était encore accentué par une autre considération qui constituait elle aussi un des caractères fondamentaux du Tribunal Suprême.

L'interprétation, qui à la suite d'une cassation, était donnée de la loi, ne venait pas faire corps avec celle-ci, elle ne valait que pour l'espèce qui avait entraîné la formation d'un pourvoi, et une fois émise ne devenait pas obligatoire pour les autres justiciables: il était interdit au Tribunal de Cassation de statuer par voie générale et réglementaire, et ayant une fois statué dans un sens, il lui était parfaitement loisible de se prononcer autrement dans une affaire analogue.

Donc, quelque volonté que l'on ait manifestée de voir l'interprétation de la loi rester purement objective, il était impossible de se dégager complètement de l'espèce et de se fixer dans le seul examen de la loi en soi. Par la manière même dont se présentaient les cas qui nécessitaient son intervention, le Tribunal Suprême devait être ramené nécessairement à la considération de la cause elle-même, car ce n'était pas la loi seule qui était l'objet de son examen, mais l'application qui en était faite aux circonstances du procès.

Ainsi prise, d'un côté entre les idées qui avaient présidé à sa création et qui tendaient à l'éloigner de l'espèce pour la rapprocher de la Loi, et de l'autre, entraînée, en vertu de la manière même dont elle fonctionnait, vers une conception moins idéaliste de son rôle et plus conforme à l'intérêt des justiciables, la Cour de Cassation se préoccupa de s'assurer une position qui satisfît à la fois aux exigences respectives de ces deux points de vue sans les sacrifier l'un à l'autre.

Un simple coup d'œil sur les derniers arrêts qu'elle a rendus, suffit pour se rendre compte que notre Cour de Cassation a su trouver cette place exacte qu'elle devait occuper dans notre régime judiciaire, et rétablir l'équilibre que les idées trop absolues des Constituants, sacrifiant tout à leurs préoccupations politiques, avaient faussé au détriment des intérêts des particuliers.

La Cour de Cassation a donc suivi une évolution qui prit les formes d'une réaction destinée à satisfaire les exigences de la vie pratique et des affaires, tandis que le retour à l'ordre politique dans l'intérieur du pays tendait à diminuer aux yeux de tous l'importance des conceptions primitives.

Mais ces idées avaient marqué la théorie de la cassation d'une manière trop forte pour qu'on pût s'en écarter autrement que d'une façon prudente et réservée; le premier geste à faire était d'établir une séparation nette entre l'ordre législatif et l'ordre judiciaire, il fut d'ailleurs accompli par le législateur, qui supprima la pratique du référé législatif et donna à la Cour de Cassation le pouvoir de fixer d'une manière définitive le point de droit soulevé par le litige (1).

A partir de ce moment, la Cour de Cassation prit vraiment la figure d'un corps uniquement judiciaire, et s'efforça dans la suite d'orienter ses moyens d'action vers la réalisation d'une justice qui répondit autant qu'il était possible aux vœux des justiciables.

Elle se prit donc à serrer de plus près l'examen des

(1) Lois des 16 septembre 1807, 30 juillet 1828 et 1^{er} avril 1837.

arrêts qui lui avaient été déferés, sans pour cela perdre de vue qu'elle ne devait point se transformer en troisième degré de juridiction, et ainsi, adoptant une ligne de conduite qui la maintint à une égale distance de la théorie et de la pratique, elle put, grâce à la marge qu'elle sût ainsi se ménager, étendre les limites du pouvoir de contrôle qu'elle assumait sur les décisions des juges du fond.

Telles sont, dans leurs grandes lignes, les idées qui ont présidé tour à tour à la conception du rôle de la Cour de Cassation. Ajoutons que l'équilibre auquel elle semble avoir atteint aujourd'hui ne s'est pas toujours réalisé sans efforts ni difficultés, et qu'en particulier dans la matière des contrats, à propos de laquelle nous allons essayer maintenant de fixer les résultats de cette évolution, les tâtonnements et souvent les incertitudes que révèle l'étude de la jurisprudence indiquent d'une façon certaine les obstacles et les controverses dont il a fallu triompher avant d'arriver au but.

CHAPITRE PREMIER

POSITION DE LA QUESTION ET HISTORIQUE

Des quelques idées que nous venons de rappeler, il ressort qu'un des principes essentiels qui président au fonctionnement de la Cour de Cassation, consiste en ce que cette juridiction ne doit pas se faire juge du fond des affaires et que la constatation et l'appréciation des faits de chaque espèce est de la compétence exclusive des Tribunaux et Cours d'appel. Ceci est énoncé d'une façon formelle dans le décret des 27 novembre-1^{er} décembre 1790 et rappelé dans la loi du 20 avril 1810.

La Cour de Cassation doit donc se borner à prendre les arrêts tels qu'ils ont été rendus et ne les considérer que sous le rapport de la légalité. Elle ne doit avoir à juger que des questions de droit, et si graves que puissent apparaître à ses yeux les erreurs commises dans la constatation des faits par les juges du fond, ils ne peuvent constituer qu'un simple mal jugé dont elle ne doit pas avoir à connaître si le jugement ou l'arrêt a été prononcé dans les formes prescrites.

Ainsi donc, la limite apparaît au premier abord facile à discerner entre ce qui fait partie du domaine des juges du

fait et ce qui est susceptible d'être contrôlé par la Cour de Cassation. »

Mais si, sur le papier, les contours semblent devoir se montrer précis, il n'en est plus de même si l'on se reporte à la pratique: alors on peut se rendre compte de la difficulté d'application que rencontre ce principe dont la logique semblait pourtant indiscutable. Il est en effet, nombre de cas où la distinction est extrêmement difficile à faire entre ce qui est une question de droit et ce qui n'est qu'une question de fait.

Ainsi, lorsque, fait courant dans la vie de tous les jours, deux individus s'engagent dans les liens d'un contrat, le résultat de cet accord est qu'ils soumettent une partie de leur activité aux clauses de ce contrat, résultat que l'article 1134 du Code civil énonce en ces termes que « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ».

Ces quelques mots tiennent dans notre droit une place considérable, ils consacrent en effet l'abandon qu'a fait le législateur aux parties contractantes du soin de fixer elles-mêmes les conditions de leur accord, pourvu qu'elles se maintiennent dans les limites que leur tracent les lois, l'ordre public et les bonnes mœurs; et cependant à ces conventions librement consenties, le législateur reconnaît une force obligatoire égale à celle de la loi.

Ce rapprochement du texte d'un contrat de la loi générale n'a pas manqué de soulever nombre de difficultés, et c'est l'une de celles-ci que nous allons nous efforcer de résoudre.

Quel est en effet le sens exact qu'il faut attribuer à la

formule de l'article 1134, et jusqu'à quel point faut-il pousser l'assimilation énoncée par le législateur? voilà quel est en un mot le problème.

Si, en effet, les parties se trouvent obligées par les clauses d'un contrat comme par celles de la loi, s'ensuit-il qu'un tribunal ayant au cours d'un litige à faire l'application d'une convention, doive se comporter de la même façon que s'il s'agissait de la loi générale?

Enfin, et, nous arrivons à l'objet précis de cette étude, à supposer que ce procès ayant suivi les étapes normales que lui imposent les règles de notre procédure, en arrive, pour recevoir sa solution définitive, devant la Cour de Cassation; quel sera le rôle de celle-ci en face d'un contrat dont les juges du fond n'auraient pas tenu compte, ou qu'ils auraient détourné de ses effets?

Si l'on assimile d'une façon complète la loi contractuelle à la loi générale, on dira que la Cour Suprême devant assurer le respect du contrat de la même façon que celui de la loi, devra casser toute décision ayant violé, faussement appliqué ou mal interprété les termes d'une convention; si, au contraire l'on ne va pas jusque là, va-t-il falloir laisser les cours et tribunaux appliquer à leur guise et d'après leurs tendances particulières les différents contrats qui leur seront soumis, aux dépens de l'unité de la jurisprudence, dont le maintien est cependant l'une des principales raisons d'être de la Cour de Cassation?

Autrement dit, la question qui se pose est celle de savoir si, étant donnés les termes de l'article 1134, l'application et l'interprétation des clauses d'un contrat doivent être con-

sidérées comme des questions de droit susceptibles d'être examinées par la Cour de Cassation, ou si, au contraire, elles ne doivent pas être prises pour de simples questions de fait abandonnées, à l'appréciation souveraine des juges du fond.

Lorsque se pose une question dans la sphère juridique, le premier soin de celui qui cherche à la résoudre doit être, ainsi que le conseille une sage méthode, de se reporter aux textes qui se rattachent au point envisagé.

Or, si nous suivons cette indication pour aborder l'étude du problème dont nous venons de poser la donnée, et si nous examinons les nombreux lois et décrets qui ont réglé le mode de fonctionnement de la Cour de Cassation, nous constatons bientôt qu'aucun de ceux-ci ne résout d'une façon directe la question qui nous préoccupe, et que s'il est vrai qu'ils ont posé le principe de la distinction des pouvoirs des juges du fond et des juges de cassation, ils n'ont point été jusqu'à en tirer et en indiquer de conséquence particulière à notre point de vue.

C'est donc aux principes généraux dont ils se sont inspirés que nous devons avoir recours pour éclairer le débat, et surtout à la manière dont ces principes ont été entendus et appliqués par la jurisprudence de la Cour de Cassation dans l'espoir d'arriver à dégager quelques règles générales susceptibles de nous conduire à une solution satisfaisante.

Revenons donc à l'article 1134 qui, on le sait, constitue notre point de départ. Il énonce que les parties doivent se soumettre à l'application d'un contrat de la même manière qu'à celle de la loi; dès lors, semble-t-il, un litige survenu

à la suite de rapports contractuels se présente pour le juge de la manière que n'importe quelle autre affaire, c'est-à-dire que le juge doit se poser tout d'abord la question de l'existence de certains faits, et de la réalisation de certains événements; puis, ayant ainsi précisé le milieu dans lequel a pris naissance le procès, il doit apprécier ces faits en eux-mêmes d'abord, et ensuite par rapport à un texte qui leur soit applicable, et enfin tirer de ces appréciations une solution qui soit d'accord avec les textes envisagés.

Ainsi en est-il en matière extracontractuelle et lorsqu'il s'agit pour le juge de faire usage de la loi générale; mais supposons maintenant que les parties en présence se soient soumises à un contrat, il n'en est pas moins évident que le rôle du juge va se développer exactement de la même manière!

Il va constater la matérialité de certains faits, et à ces faits il va appliquer un texte qui s'impose aux plaideurs.

La seule différence entre les deux cas, c'est que dans le second, le texte au lieu d'être l'œuvre du législateur, est celui des parties elles-mêmes.

En outre, il pourra se faire que cette application rencontre quelques difficultés, les parties, par exemple, ne seront pas d'accord sur le sens et la portée qu'il faut attribuer aux clauses de leur convention, ou que ces clauses présentent quelques lacunes, obscurités ou contradictions.

Là encore, le juge n'aura pas à se comporter autrement que s'il rencontrait ces difficultés dans l'application de la loi générale, c'est-à-dire qu'il devra se livrer à l'interprétation du texte donnant lieu à la difficulté, afin d'arriver à

la précision nécessaire pour que ce texte puisse servir de base à une décision judiciaire.

Il se livrera peut-être plus souvent à ce travail d'interprétation, quand il se trouvera en face d'une convention, étant donnée l'insuffisance technique et matérielle de cette loi rédigée par des parties, souvent peu versées dans la connaissance du droit, mais encore une fois son rôle sera le même dans l'un et l'autre cas.

Ainsi donc, les décisions seront rendues d'une façon identique et se présenteront sous le même aspect; examinons maintenant si, étant donné que la violation ou la fausse interprétation de la loi peuvent toujours donner lieu à un pourvoi, il en est de même lorsqu'un juge aura violé ou mal interprété le texte d'un contrat.

Avant d'arriver à donner à cette question les solutions telles qu'elles découlent de la jurisprudence actuelle, il convient de retracer l'évolution qu'a suivie la jurisprudence sur ce point précis.

Les textes de la période révolutionnaire qui, sur les fondations de l'antique Conseil du Roi, ont bâti l'édifice nouveau du Tribunal de Cassation, ne paraissaient pas devoir laisser de place à une interprétation extensive à cause de la rigidité de leurs formules. Le texte fondamental, constitué par le décret des 27 novembre-1^{er} décembre 1790 ne semble devoir permettre au Tribunal Suprême d'intervenir que s'il rencontre dans la décision des juges du fond une violation formelle d'un texte de loi.

Et pourtant, c'est en partant de cette base étroite que la Cour de Cassation a su étendre son pouvoir d'intervention,

au point de pouvoir être qualifiée « d'arbitre suprême des « difficultés juridiques », exerçant « une complète souveraineté d'interprétation dans toute la sphère du droit « privé » et qu'on a pu parler de son but « de contrôle « supérieur et de redressement juridique universel » (1).

C'est ainsi que dans les débuts de son fonctionnement on n'admettait pas que la fausse application ou la mauvaise interprétation de la loi pussent servir de moyens à un pourvoi au même titre que la violation de celle-ci; il fallait donc une contravention expresse à la loi, c'est-à-dire que l'arrêt attaqué et les termes du texte législatif fussent « en opposition diamétrale », ce qui avait pour but de les faire se détruire respectivement.

Mais il est curieux de constater qu'au moment où régnaient des idées aussi restrictives, la jurisprudence se montrait très large au point de vue de l'admission des pourvois fondés sur la violation des contrats; à cette époque l'assimilation de la loi contractuelle et de la loi générale était réalisée d'une façon complète, et c'est ainsi que dès l'an IV le Tribunal de Cassation émit l'opinion que hors les cas de fraude, de dol, et autres cas de rescission pour lesquels les ordonnances avaient édicté des règles spéciales, et à cause de l'existence de ces règles exceptionnelles, les contrats et les transactions devaient faire loi pour les parties et devaient être littéralement exécutés; et conformément à cette doctrine, il cassa, pour violation de la loi du contrat, les jugements qui avaient prononcé en sens inverse de ce que les parties avaient stipulé.

(1) Voir M. Gény, *op. cit.*, t. II, 3^e p^{ie}, ch. III, p. 190-200.

Pendant les quelques années qui précédèrent la rédaction du Code civil, le Tribunal Suprême s'appuyait, pour soutenir cette opinion, sur la loi 23/ du Digeste (de regulis juris): « Contractus legem dicit ».

Et la manière dont les auteurs du Code civil reprirent cette formule et les termes dont ils se servirent dans l'article 1134 encouragèrent les juges de cassation dans la voie où ils s'étaient engagés; du moment que les conventions étaient assimilées d'une façon aussi peu équivoque à des lois, on ne devait plus avoir aucun scrupule à casser tout jugement dont la décision était fondée sur l'interprétation donnée aux clauses d'un acte contrairement au sens grammatical des termes (1).

Mais cette jurisprudence, qui admettait que la violation d'une convention pût servir de motif à un arrêt de cassation, ne fut pas longtemps maintenue, de nombreux auteurs se mirent bientôt à s'élever contre elle; Merlin (Répertoire, V^o société Sect, 2 paragraphe 3 n^o 2), Toullier, (T. VI, n^o 193, p. 231). Berriat-Saint-Prix, (p. 427, n^o 23), Poncet et d'autres soutinrent qu'il fallait revenir à une pratique qui fût plus conforme, selon eux, aux exigences de la loi; et bientôt le Tribunal Suprême se rangea à leur avis par un arrêt solennel et resté fameux qui fut prononcé le 2 février 1808 (Sirey, Chr. T. I., p. 480).

(1) Voir les arrêts : Cass., 19 prairial, an VII, Lagrange (P. chr.); — 3 prairial, an VIII, Breuillard, (Daloz, *Répertoire lég.*, v. Cassation, n^o 1589); — 22 messidor, an IX, (S. et P. chr.); — 1^{er} ventose, an X; — 30 prairial, an XII; — 5 thermidor, an XIII (ces derniers rapportés au Daloz, *Repertoire eod.*, V^o et N^o).

L'affaire qui donna lieu à ce revirement était relative à une question d'interprétation des statuts d'une société; une première fois le 28 mai 1806, le Tribunal de Cassation avait, conformément à la doctrine alors en vigueur, cassé l'arrêt, qui avait à son avis faussement interprété ces statuts. La Cour de renvoi ayant refusé de se ranger à cette opinion, l'affaire revint devant la Cour de Cassation, toutes sections réunies; c'étaient le jurisconsulte Merlin, un de ceux qui protestaient contre la jurisprudence habituellement suivie, qui occupait la place de procureur général; il développa dans ses conclusions la doctrine qu'il avait émise dans ses écrits antérieurs et déclara « qu'il n'appartient « pas, à la Cour de Cassation de juger si une Cour d'appel « a bien ou mal interprété les clauses d'un contrat et si, « d'après ces clauses, elle a bien ou mal saisi les vraies intentions des parties contractantes ».

Et il importe de noter que Merlin énonçait ces idées à propos d'une espèce dans laquelle il reconnaissait lui-même un peu plus loin que « la Cour d'appel avait dénaturé le « contrat et substitué des conventions imaginaires aux « véritables conventions des parties », et où, selon lui, la Cour de Cassation devait être forcée d'admettre qu'il y avait un mal jugé « évident et fort extraordinaire ».

Et, à propos de l'affaire alors soumise à la juridiction suprême, il indiquait la doctrine qui lui semblait la meilleure:

En matière de contrats, deux cas peuvent se présenter qu'il est nécessaire de distinguer. Il peut se faire d'abord qu'il existe une loi qui détermine l'essence du contrat qu'on

prétend violé: alors, il est hors de doute que la violation de la loi du contrat doit entraîner la cassation d'un jugement en dernier ressort; ainsi, dit-il, on casserait l'arrêt qui déciderait que la vente sans condition suspensive n'est pas obligatoire, ou qui aurait dit qu'il n'y a pas vente là où il y a à la fois consentement et prix.

Mais si, au contraire, nulle loi ne détermine l'essence du contrat qu'on reproche à un arrêt d'avoir dénaturé, il ne peut y avoir de ce chef ouverture à cassation.

Or, dans l'espèce que les membres de la Cour de Cassation avaient à juger, il n'existait alors aucune loi qui déterminât les caractères distinctifs d'une société en commandite; dans ces conditions en décidant, contrairement aux usages, que la société en question constituait bien une commandite, la Cour d'appel a peut-être mal jugé, mais elle n'a pu violer la loi sur l'essence du contrat de société puisque cette loi n'existe pas.

Telle est la théorie nouvelle développée par le savant jurisconsulte; mais si l'on se reporte aux raisons qu'il invoque pour la justifier, il est intéressant de constater que celles-ci se réfèrent uniquement à un point de vue déterminé par la procédure que consacraient en 1808 les lois en vigueur relativement à la marche à suivre lorsqu'après deux cassations successives, la seconde Cour de renvoi avait encore une fois statué contre l'opinion de la Cour de Cassation.

On était alors sous le régime transitoire adopté après l'abandon du référé législatif, et qui, avant de restituer ce pouvoir à la Cour de Cassation, confiait à un décret pris en

Conseil d'Etat le soin de donner l'interprétation qui devait prévaloir, système qui était connu sous le nom de système du Référé réglementaire.

Or, disait Merlin, « quel décret le Gouvernement pour-
« rait-il prendre sur votre référé? Pour qu'un décret puisse
« interpréter une loi, cela suppose évidemment une loi
« préexistante; il ne peut donc y avoir lieu à décret sur une
« matière qu'aucune loi n'a encore réglée ».

Il ne pourrait y avoir qu'une loi faite pour la circonstance, et celle-ci ne pourrait motiver la cassation d'un arrêt rendu alors qu'elle n'était pas encore promulguée.

Et la Cour de Cassation, se rendant à ces raisons, rejeta le pourvoi, considérant que la Cour s'était déterminée d'après l'interprétation qu'elle avait donnée aux clauses du contrat social et aux lettres écrites en exécution de ce contrat, et que, par cette interprétation, qui était dans ses attributions, cette Cour n'avait violé aucune loi.

Il faut reconnaître que cette augmentation se présentait sous un aspect assez logique; étant donnée l'heure à laquelle elle est intervenue, il était difficile d'admettre qu'un décret du chef de l'Etat intervînt pour déterminer le véritable sens d'un contrat. « Il est évident, disait Poncet, que le Gouvernement ne peut interpréter les conventions privées, ni
« comme législateur, ni comme juge, les conventions et les
« droits qui en dérivent n'étant jamais directement à sa
« disposition » (1).

Cette nouvelle orientation de la jurisprudence se développa

(1) Poncet, *Traité des jugements*, t. II, p. 297.

dans les années qui suivirent, et la Chambre des Requêtes proclama bientôt d'une façon générale et décisive que « la violation de la loi du contrat, encore qu'elle fût prouvée, ne « pouvait établir une ouverture de cassation légale » (1). Ou que « le pourvoi n'étant fondé que sur la violation de « la loi du contrat, n'offre aucun moyen réel de cassation » (2).

Ainsi la jurisprudence nouvelle prenait exactement le contrepied de l'ancienne, alors que celle-ci admettait tous les pourvois invoquant la violation des termes d'une convention, celle-là abandonnait aux juges du fond tout ce qui touchait à l'interprétation des clauses d'un contrat et n'admettait jamais que la violation de celles-ci pût servir de motif à un arrêt de cassation.

Cette doctrine radicale fut appuyée par la majorité des auteurs (3) et se maintint en faveur pendant une grande partie du XIX^e siècle, et cela bien après que la loi du 2 avril 1837 eut supprimé le référé réglementaire; et, comme elle ne pouvait plus se retrancher derrière celui-ci pour justifier ses arrêts de rejet, la Cour de Cassation se borna désormais à invoquer les pouvoirs souverains des juges du fond.

C'est à ceux-ci, disait-elle, qu'il appartient d'apprécier sans contrôle la nature et le caractère des contrats: en effet, la Cour de Cassation a bien qualité pour surveiller l'application

(1) Req., 5 juillet 1908 (Dalloz, *Répert. leg.* V^o Cassation, n^o 1573).

(2) Req., 3 août 1809 (Dalloz, *op. cit.*, *eod.*, V^o et N^o). V. aussi, Req., 13 février 1827, 20 avril 1841, cités au même endroit.

(3) Voir les auteurs précédemment cités, et Poncet, *Traité des jugements*, t. I; — Garsonnet, *Précis de procédure*, n^o 767.

et l'interprétation de la loi qui, étant, comme on l'a dit bien souvent, l'expression de la volonté générale, est faite dans l'intérêt de tous, mais lorsqu'il s'agit de la loi particulière que deux personnes ont créée pour régler certains de leurs rapports, les effets de cette loi ne dépassent pas ces deux individus et la Cour de Cassation n'a pas de raisons d'intervenir.

« Le pouvoir régulateur ne pénètre pas jusque là, autrement la Cour de Cassation ne serait qu'une autre Cour d'appel; le mal jugé ne froisse ici qu'un intérêt privé, la contravention à la loi attaque les bases de l'ordre et du repos public » (1).

De plus, ajoutait-on, quand on veut éclaircir le sens des clauses d'un contrat il ne suffit pas de se livrer à une analyse logique et grammaticale des termes de ce contrat, il est matériellement nécessaire d'interroger tous les faits de la cause et les circonstances qui ont entouré la conclusion du contrat, afin de déterminer au juste ce qu'ont voulu les parties. Et le mélange du fait avec le droit que peut constituer le texte du contrat, est si intime qu'il est difficile de les séparer l'un de l'autre, tandis qu'au contraire la loi générale est distincte des faits de chaque espèce qu'elle domine et dont elle peut être isolée, ce qui donne la possibilité de l'examiner d'une façon aussi objective que possible.

Telles sont les idées que l'on rencontre chez la plupart des auteurs de cette période, qui dura jusqu'aux environs de la moitié du xix^e siècle; parmi eux cependant, un seul,

(1) Boncenne, *Théorie de la procédure civile*, t. I. p. 497.

le jurisconsulte Carré, n'avait pas abandonné la doctrine d'avant 1808, il voulait revenir à un contrôle plus complet de la Cour de Cassation; dans son ouvrage sur « les lois de la compétence », il maintenait qu'on doit considérer comme un principe incontestable que la violation du contrat est une ouverture à cassation, et, selon lui, admettre cette opinion, c'était décider en d'autres termes que le pourvoi était admissible dans ce cas pour la violation de l'article 1134. « Les lois du contrat, disait-il, si nécessaires aux « rapports qui lient les hommes de la société, pouvaient-elles être impunément violées par les juges du fond? Pouvait-on penser que ces violations, d'autant plus multipliées qu'elles échappent à tout contrôle, il serait plus facile de les commettre, ne fomenteraient pas dans la « masse du peuple le mépris de la magistrature et le « germe de la rébellion? ».

Mais la Cour de Cassation resta longtemps insensible à ces appels. Elle avait changé de direction d'une façon trop complète en 1808 et s'était engagée dans la voie nouvelle avec trop de décision, pour qu'elle pût modifier facilement son orientation. Tous les arrêts qu'elle rendit alors portent l'empreinte de la doctrine de Merlin et ils proclament que l'interprétation des actes échappe à la censure de la Cour de Cassation, que les Tribunaux apprécient souverainement la nature et le caractère des contrats ordinaires, et que l'article 1134 ne fournit aucun moyen de cassation (Cass. 9 juin 1812, Sirey et P. Chr.; Req. 28 novembre 1831, Sirey, 32-1-26).

Ou que « la mauvaise interprétation d'un contrat n'est « qu'un mal jugé ne pouvant donner ouverture à cassation,

« et que l'appréciation de l'intention des parties échappe à
« la Cour de Cassation, encore bien qu'elle soit puisée entiè-
« rement dans les termes mêmes de la convention et non
« dans les actes et les faits extérieurs ». (Cass. 12 août
1829, Sirey et P. Chr. V. aussi Cass., 3 juillet 1836, Sirey,
36-1-600).

Ou encore « que l'arrêt d'une Cour d'appel qui, en
« appréciant les expressions d'un acte, et les circonstances
« dans lesquelles il a été passé, déclare qu'il est unilatéral,
« constitue une décision en fait qui ne peut donner ouver-
« ture à cassation. » (Cass. 18 novembre 1833, Walkiers,
P. Chr.), ou « que l'arrêt qui déclare une convention nulle,
« comme illicite et contraire à l'ordre public, est à l'abri
« de la censure de la Cour Suprême ». (Cass. 18 juin 1828,
Enfert, S. et P. Chr. V. aussi Cass. 16 février 1841, P.
44-1-754; Cass. 15 février 1826, Cie d'assurances « le Phé-
nix »; Req. 3 décembre 1834, Dab. Répertoire, V. Cassation
n° 1599).

Pendant, vers le début de la deuxième moitié du xix^e
siècle, on vit la Cour de Cassation, sans abandonner un prin-
cipe qu'elle ne cessait de répéter, se permettre d'en écarter
l'application dans certaines espèces, pour lesquelles il n'avait
pas été formulé, et reconnaître, cette fois, qu'il était des
cas où l'article 1134 pouvait donner lieu à un moyen de cas-
sation.

C'est ainsi que si l'on a pu dire que l'on trouvait encore des
traces de la jurisprudence de l'arrêt 1808, dans les conclu-
sions, bien souvent citées, de l'avocat général Paul Fabre,
prononcées à propos d'un arrêt rendu par la Chambre des

Requêtes le 22 novembre 1865 (Sirey, 1866-1-23; Dalloz, 1866-1-108) on y rencontre cependant aussi certaines réserves qui tendent à diminuer la généralité et la rigidité de la doctrine en vigueur.

Il s'agissait là d'une affaire où les juges du fond avaient cru devoir rectifier les termes d'une convention et substituer un chiffre à un autre; le pourvoi soutenait que l'arrêt avait violé l'article 1134, en ce sens que, sous prétexte d'interpréter la convention, l'arrêt en avait changé le texte et substitué la pensée du juge à l'intention des parties contractantes; l'avocat général répondit en ces termes: « Pour qu'il puisse
« y avoir violation de l'article 1134, il faut que le juge, après
« avoir déclaré que l'intention des parties a été de faire telle
« convention, ajoute que néanmoins lui, juge pour des
« raisons d'équité, croit devoir modifier la convention faite,
« parce qu'il trouve exagérés, soit la peine stipulée, soit
« les avantages assurés à l'une des parties par le contrat.
« Alors, il est vrai de dire que le juge met sa volonté à la
« place de la volonté qu'il reconnaît avoir été celle des par-
« ties au moment du contrat et qu'il refait la convention;
« au contraire, se borne-t-il à rechercher quelle a été la
« pensée des parties contractantes, il ne sort pas du domaine
« de sa souveraineté »; car, continue-t-il, « l'interprétation
« d'un contrat n'est jamais rendue nécessaire que par la
« nécessité de concilier les éléments contradictoires qui
« semblent à chacune des parties militer en faveur du sens
« qu'elle lui prête; c'est cette contradiction apparente ou
« réelle qu'il s'agit pour le juge de faire disparaître ».

Ainsi, la thèse développée dans ces conclusions et adop-

tée par l'arrêt, va encore très loin, puisqu'elle permet aux Cours d'appel de rectifier les termes d'un contrat, et de dire, comme dans le cas précédent, « qu'en énonçant qu'il s'agit de 180 paires de bœufs, les parties avaient simplement voulu dire 80, interprétation que la Cour de Cassation ne peut s'empêcher de qualifier de « hardie ». On voit donc qu'aussi loin que le juge du fond s'éloigne des termes du contrat, il ne sort pas du domaine de sa souveraineté, puisqu'il ne fait qu'interpréter en recherchant la volonté des parties.

Mais, à partir de l'année où fut prononcé cet arrêt, on commença d'assister à un recul de la jurisprudence qui tendit à renforcer le pouvoir de contrôle de la Cour de Cassation, de façon à ne pas laisser toute la matière des contrats livrée à l'arbitraire des juges du fond.

Ce n'est pas à dire que dans les nombreux arrêts rendus jusqu'alors par la Cour Suprême, il ne s'était pas trouvé ça et là quelques décisions qui avaient tenté de réagir contre la prétention des Cours d'appel, mais les tendances qui s'étaient ainsi manifestées ne représentaient que des tentatives isolées, qui étaient la conséquence de l'impatience des justiciables de voir établir un état de choses qui les satisfît plus complètement, mais qu'il était impossible d'ériger en corps de doctrine.

Tandis que dans les trente dernières années du siècle, on vit la grande majorité des arrêts s'orienter avec ensemble vers des vues nouvelles, et malgré quelques oscillations et quelques retours en arrière qui montrèrent avec quelle force s'était implantée la doctrine de Merlin, il se dégagait de leurs

considérations l'ébauche d'une théorie plus conforme aux vœux des gens d'affaires. Par là, la Cour de Cassation montra toute la souplesse avec laquelle elle était capable de s'adapter aux exigences de la pratique. Les justiciables, en effet, n'avaient jamais cessé de la saisir de pourvois fondés sur la violation de la loi du contrat, et montraient par là combien se faisait sentir le besoin de modifier une jurisprudence trop absolue, dont ils voyaient les effets malheureux réagir sur leurs rapports contractuels, et par conséquent sur la vie économique tout entière.

Quittant, maintenant, le terrain de l'histoire, nous allons voir, en étudiant la jurisprudence actuelle, comment et par quels moyens la Cour de Cassation a pu donner satisfaction à leurs réclamations.

CHAPITRE II

L'ÉTAT ACTUEL DE LA JURISPRUDENCE

Si l'on a quelque peu examiné les arrêts rendus à propos de la loi du contrat, par la Cour de Cassation, et portant des dates antérieures à celles de l'évolution que nous venons d'indiquer, on s'aperçoit qu'il est fort difficile d'en dégager un criterium certain. Il est, dans ces conditions, délicat de déterminer d'où il résulte qu'un contrat a été méconnu par les juges du fond.

Sous le terme générique de « violation de la loi du contrat », on englobait tous les moyens invoqués pour faire respecter le texte d'une convention. Mais ce moyen unique, présenté ainsi sous une forme trop générale, aboutissait presque toujours, nous l'avons vu, à un rejet prononcé par la Cour de Cassation, parce qu'il se heurtait d'une façon trop absolue à la doctrine adoptée par celle-ci.

Aussi, s'étant rendu compte de l'impossibilité de porter atteinte à une jurisprudence aussi solidement établie en l'abordant de plein front, les auteurs des pourvois virent qu'il importait de faire des distinctions afin d'augmenter l'efficacité de leurs moyens, et ainsi d'arriver à désagréger pièce par pièce le bloc compact de la doctrine ancienne en l'attaquant par des voies distinctes et multiples.

Et en effet, ce qui frappe dans les décisions rendues aux

environs de notre époque, c'est la grande diversité des motifs adoptés tour à tour par la Cour de Cassation. Il n'y a plus seulement la violation de la loi du contrat, mais tout ce qui était contenu dans l'acception de ces mots se décompose maintenant en plusieurs moyens qu'on invoque suivant les cas à l'appui des pourvois.

Pour simplifier nos explications, nous étudierons donc tour à tour chacun de ces moyens, qui sont maintenant susceptibles de donner ouverture à cassation, et, pour commencer, il convient de poser la distinction fondamentale entre, d'une part, la constatation et l'interprétation des clauses d'un contrat, et, de l'autre, leur application du litige.

La séparation entre ces deux ordres de questions est en effet la pierre de touche de toute la construction nouvelle édifiée par la jurisprudence, et, en dépit de quelques apparences trompeuses, la Cour de Cassation ne manque jamais de s'y référer lorsqu'il s'agit de déterminer le point où s'arrête le pouvoir souverain des juges du fond et où commence le droit de contrôle de la Cour Suprême.

SECTION I. — DE LA CONSTATATION ET DE L'INTERPRÉTATION DES CLAUSES DU CONTRAT

Un principe doit ici avant tout être mis en lumière: s'il s'agit, au cours d'un litige, de constater ou d'interpréter une disposition contractuelle, la jurisprudence de la Cour de Cassation maintient son point de vue ancien et reconnaît aux juges du fond un pouvoir souverain d'appréciation.

Les décisions rendues à cet égard sont nombreuses, et

toutes mettent un soin scrupuleux à sauvegarder ce principe : que, si erronées que puissent paraître les décisions rendues sur ces points, elles échappent à la censure de la Cour de Cassation.

Celle-ci ne se permet pas d'assimiler ces questions à des questions de droit, elle ne voit en elles que de pures questions de fait qui, d'après les règles de son organisation, doivent lui échapper d'une façon complète, sous peine de la voir s'ériger en troisième degré de juridiction.

Et il faut convenir que les raisons auxquelles il est fait appel pour justifier ce principe sont empreintes d'une logique rigoureuse à laquelle il est difficile de ne pas se soumettre.

En effet, dit-on, il s'agit alors pour les Tribunaux de dégager ou de préciser la loi particulière à laquelle les parties se sont soumises lorsqu'elles se sont mises d'accord pour contracter ; car il se peut que l'insuffisance de leur connaissance juridiques et techniques ait eu pour résultat de laisser dans l'ombre certains points sur lesquels devait porter leur accord, ou qu'une clause de l'acte ait été rédigée en termes si peu explicites qu'elle puisse être entendue indifféremment en des sens opposés l'un à l'autre. En face de ces lacunes, de ces obscurités ou de ces contradictions, quel est le rôle qui va incomber au juge à qui l'on soumet la difficulté ?

Nous avons dit que le législateur avait laissé aux parties le soin de rédiger elles-mêmes leurs contrats, et qu'il s'était borné à reconnaître la force obligatoire de ceux-ci dans l'article 1134. Cette liberté, ainsi accordée aux parties contractantes, faut-il ajouter maintenant constitue une applica-

tion dans notre droit de l'idée de l'autonomie de la volonté.

En vertu de cette théorie, dont les termes un peu vagues ne laissent pas entendre d'une façon explicite ce qu'il convient de leur faire exprimer, lorsqu'il devient nécessaire, pour deux individus, rapprochés par suite des circonstances de la vie économique, de régler certains rapports qui doivent intervenir entre eux, ils ne sont obligés pour cela de se soumettre à aucune formule juridique ni de se conformer à aucun modèle légal; la liberté la plus grande leur est au contraire accordée pour composer comme ils l'entendent la matière de leur contrat, et régler à leur guise les effets qui doivent en découler; ainsi, c'est leur volonté toute puissante qui va devenir créatrice de droit et déterminer les droits et obligations qui vont naître de la convention.

Ainsi, le droit contractuel est, comme on l'a dit bien souvent, « préexistant à la loi générale », puisqu'il est né de la volonté libre des individus; c'est donc inévitablement à cette volonté des parties contractantes qu'il faudra se reporter lorsqu'il y aura lieu pour le juge de préciser ce qu'elles auront entendu mettre dans leur accord.

La mission du juge doit donc consister, lorsqu'une clause prête à quelques difficultés, à lui faire produire des effets correspondant à la commune intention des parties, afin de leur permettre d'atteindre le but économique qu'elles se sont proposé.

Si donc les effets d'une convention ne sont pas déterminés d'une façon certaine, le juge devra avant tout s'attacher à pénétrer l'âme même des contractants, pour savoir s'ils ont vraiment eu le dessein d'arriver à telle ou telle fin; c'est

donc à un vrai travail d'analyse psychologique qu'il doit se livrer.

Dans cette tâche, il ne peut être soumis à l'observation d'aucun principe juridique. Les seules règles qui s'imposent à lui sont celles que lui dictent son bon sens ou son intelligence, règles qui ne souffrent d'autres restrictions que celles qui lui sont suggérées par sa conscience.

Pour mener à bien ce travail de recherche, il faudra qu'il combine les divers éléments dont il dispose, qu'il rapproche les unes des autres les diverses clauses du contrat, afin de restituer à celle qui est sujette à discussion la portée qui résulte de l'ensemble de l'acte, ou encore que, pour combler une lacune de l'acte, il interroge les faits qui ont entouré le débat dans la mesure où ils sont susceptibles de lui révéler l'intention des parties au moment où elles ont contracté.

Si, au contraire, nul indice ne lui permet de croire que les parties aient envisagé la difficulté qui devait naître, il faudra qu'il se livre à l'opération, plus délicate encore, de reconstituer le sens dans lequel se seraient prononcées les parties si elles avaient envisagé cette difficulté.

Dans tous les cas, ce qui domine la besogne du juge, c'est la recherche de la volonté, que celle-ci soit la volonté réelle ou la volonté virtuelle, et les questions qui se posent pour lui dans ces conditions ne sauraient pas évidemment être assimilées à des questions de droit. Les juges peuvent se tromper dans les appréciations auxquelles ils se livrent, mais on ne voit pas au nom de quel principe la Cour de Cassation pourrait se permettre de les réviser.

L'on imagine mal en effet les membres de cette Cour se

livrant à nouveau à l'analyse subjective déjà faite par les juges du fond, et ce rôle n'est pas celui pour lequel ils ont été créés.

Ainsi, la constatation et l'interprétation des contrats étant avant tout des questions de fait et d'espèce, sont livrées par la Cour de Cassation à l'appréciation souveraine des juges du fond.

La jurisprudence n'a jamais cessé d'appliquer ce principe depuis le siècle dernier, et de nombreuses décisions, dont les dernières remontent à quelques jours, ne cessent de le rappeler.

Quant aux formules adoptées par ces arrêts, elles sont toutes très laconiques, et se bornent à déclarer, par exemple « que les juges du fond ont un pouvoir souverain pour l'interprétation des conventions et l'appréciation de l'intention des parties, » ou que « les juges du fond constatent souverainement quelle a été la volonté et l'intention des parties contractantes », ou encore « qu'une interprétation fondée sur le rapprochement des clauses de la police d'assurance et sur l'intention des parties, échappe au contrôle de la Cour de Cassation » et que « les juges du fond ne font qu'user de leur pouvoir souverain d'interprétation lorsqu'ils se bornent à fixer la véritable portée des actes invoqués par l'une des parties contractantes », ou, pour en citer une application à un cas particulier, « qu'est souverain et échappe au contrôle de la Cour de Cassation la décision qui déclare, d'après les clauses du bail, et l'intention des parties, que le propriétaire d'une maison n'a point transmis à son locataire le droit de louer les

« murailles extérieures pour y placer des affiches » (Req. 11 février 1907, Dalloz, 1908-1-276) (1).

Voilà donc un principe nettement posé et solidement affirmé par cette longue suite d'arrêts qui en constitue la manifestation la plus flagrante; mais une objection, vient tout de suite à l'esprit: la Cour de Cassation affirme que l'interprétation d'un contrat se bornant à une recherche d'intention ne peut constituer qu'une question de fait et d'espèce, car cette intention est susceptible de varier indéfiniment selon les cas, et tel fait ou telle phrase employée qui, dans une affaire, ont été considérés comme révélateurs d'une certaine disposition d'esprit, pourront évidemment être interprétés d'une façon différente à propos d'un autre litige, et, ces points, évidemment, peuvent difficilement être discutés; mais, pourrait-on répondre, est-il bien exact de dire que l'interprétation d'un contrat se résolve toujours en une question d'appréciation de volonté?

(1) V. aussi les nombreuses décisions sur ce point : Req., 29 décembre 1856; Dalloz, 57-1-261; — 26 mai 1868, Dalloz, 69-1-277; Req., 24 février 1868, Dalloz, 68-1-308; Req., 18 juillet 1871, Dalloz, 71-1-283; — Req., 28 mai 1873, Dalloz, 73-1-415; — Civ., 6 mars 1876, Dalloz, 76-1-193; — Civ., 3 février 1886, Dalloz, 86-1-469; — Req., 14 février 1888, Dalloz, 88-1-469; — Req., 6 août 1889, Dalloz, 1890-5-50; — Civ., 8 février 1886, Dalloz, 87-1-22; — Civ., 21 février 1887, Dalloz, 87-1-297; — Civ., 20 avril 1887, Dalloz, 87-1-421; — Req., 14 mars 1887, Dalloz, 88-1-206; — Civ., 6 février 1899, Dalloz, 99-1-260; — Req., 20 novembre 1899, Dalloz, 1900-1-19; — Civ., 10 mars 1903, Dalloz, 1903-1-485; — 21 juin 1904, Sirey, 1905-1-317; — Req., 22 mars 1905, Sirey, 1905-1-344; — Req., 10 janvier 1905, Sirey, 1905-1-259; — Civ., 10 février 1906, Dalloz, 1910-1-234; — Civ., 28 janvier 1907, Dalloz, 1910-1-97; — Civ., 16 mai 1905, Dalloz, 1908-1-92; — Req., 24 janvier 1910, Dalloz, 1910-1-447; — Civ., 2 février 1910, Dalloz, 1910-1-533; — Req., 9 novembre 1909, Dalloz, 1911-1-462; — Req., 22 mars 1910, Sirey, 1912-1-267; — Civ., 4 novembre 1913, Dalloz, 1917-1-139; Req., 19 juillet 1910, Sirey, 1911-1-582; — Req., 28 octobre 1913, Dalloz, 1917-1-75; — Civ., 25 novembre 1908, Sirey, 1920-1-473; — Civ., 29 janvier 1918, Dalloz, 1918-1-9; — Civ., 8 juillet 1924, Dalloz hebdomadaire, p. 621.

On affirme que le juge doit borner là ses investigations et qu'il échappe en cela à l'observation de toute règle juridique, mais, n'existe-t-il pas dans le Code civil une section qui a pour objet de régler « l'interprétation des conventions », et dont les articles qui portent les numéros 1156 et suivants semblent imposer au juge une certaine façon d'agir, lorsqu'il interprète un contrat ?

C'est ainsi qu'on lui enjoint, notamment, lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, de l'entendre dans celui avec lequel elle peut produire quelque effet, ou, en cas de doute, d'interpréter la convention « contre celui qui a stipulé et « en faveur de celui qui a contracté l'obligation » etc..., etc...

Voilà bien l'indication d'une méthode à suivre et des prescriptions dont le juge ne saurait, semble-t-il, pouvoir se désintéresser ; dès lors, si dans l'interprétation il va manifestement à l'encontre de ce qui lui est indiqué dans ces dispositions, ne portera-t-il pas atteinte à la loi générale, et la Cour de Cassation ne devra-t-elle pas intervenir pour réprimer la violation des articles 1156 et suivants ?

L'objection d'ailleurs n'est pas nouvelle, et il y a déjà fort longtemps que la Cour de Cassation y a répondu en rejetant les pourvois ainsi motivés et déclarant que ces articles ne présentaient aucun caractère impératif et que leurs dispositions ne constituaient que « des conseils donnés « au juge par le législateur pour l'interprétation des conventions, et non des règles absolues ».

Ainsi leur application ne s'impose en aucune façon aux Tribunaux et ils peuvent les laisser de côté s'ils préfèrent s'en tenir aux raisonnements que leur suggère leur faculté

personnelle de déduction, sans que cette inobservation puisse donner ouverture à cassation. C'est ainsi que l'on ne pourrait limiter le pouvoir souverain des juges du fond à cause de ces articles et que l'on peut répéter avec plus de force encore la phrase de Merlin qu'ici « les juges n'ont de compte à rendre qu'à leur conscience » (1).

Voilà donc un point qui est acquis d'une façon indiscutable, à savoir que les juges du fond constatent et interprètent les conventions d'une façon souveraine, et que puisqu'ils se fondent en cela sur l'appréciation de la volonté des parties, la Cour de Cassation ne peut exercer aucun contrôle sur leurs décisions.

Mais, ne l'oublions pas, cette règle ne peut constituer qu'un principe que nous ne pouvions manquer de placer en tête de nos explications, parce qu'il reste la règle fondamentale et le point de départ de tous les raisonnements se rattachant à notre sujet, principe dont on ne saurait par conséquent s'écarter qu'avec une grande circonspection et dans des cas qui ne devront être considérés que comme des exceptions à la règle générale.

Mais cependant, si étendus qu'apparaissent les pouvoirs reconnus au juges du fond, il ne faudrait point en conclure que toute cette matière est abandonnée d'une façon complète à leur libre appréciation: la Cour de Cassation, pressée par

(1) Cf. Colmet de Santerre, T. V., nos 79 et 79^{bis}. — Demolombe, t. XXXV, n° 36; — Baudry-Lacantinerie et Barde, *Obligations*, t. I. nos 553 et 573; — Aubry et Rav, t. IV, § 347; — Toullier, t. VI, n° 333.

Req., 18 mars 1837; — Req., 18 mars 1838, cités au Dalloz répertoire, *Obligations*, n° 850; — Req., 13 février 1883, Sirey, 83-1-466; Req., 16 février 1892, Sirey, 92-1-409; — Dalloz, 92-1-243.

les réclamations des parties, n'a pas manqué d'apercevoir que ce principe ne pouvait jouer d'une façon générale et uniforme et c'est à l'étude des cas où elle en a écarté l'application que nous allons passer maintenant.

A) *La théorie de la distinction des clauses claires et des clauses obscures.*

Un point doit avant tout ne pas être perdu de vue: s'il est vrai de dire que les juges du fond bénéficient d'un pouvoir souverain lorsqu'ils interprètent un contrat, il ne faut pas oublier non plus que tous les litiges qui naissent à propos d'un contrat n'aboutissent pas obligatoirement à l'interprétation de celui-ci. Interpréter, en effet, c'est expliquer ce qui est confus et donner un sens précis à ce qui est mal rédigé et ambigu, afin de restituer à la convention sa portée véritable et naturelle; mais, on voit tout de suite qu'il n'y a lieu de procéder à ces éclaircissements que lorsque l'imprécision du texte l'exige: « on ne peut éclaircir que ce qui « est obscur ».

Donc, que les termes dont les parties se sont servis, laissent planer quelque équivoque, que la manière dont ils ont été assemblés permette de les entendre de plusieurs manières, que deux clauses se contredisent d'une façon formelle: il convient alors pour le juge de déterminer entre plusieurs acceptions celle qui lui paraît la plus vraisemblable, de choisir entre deux phrases contraires, celle qui s'accorde le mieux avec l'ensemble de l'acte, ou de rectifier un terme employé mal à propos par les contractants; mais, si, dans

le contrat, rien de tel ne se rencontre, si les idées exprimées sont suffisamment claires et s'enchaînent d'une façon si naturelle que leur sens saute immédiatement aux yeux, pourquoi alors le juge aurait-il recours à une interprétation? Pourquoi vouloir essayer de reconstituer l'intention des parties en la faisant découler d'un certain nombre de circonstances extérieures, alors qu'une simple lecture du contrat fait tout de suite apparaître cette intention, alors surtout que ces faits pourront n'être qu'un simple effet du hasard et que le texte du contrat a été précisément rédigé pour servir de preuve de l'accord des volontés?

Il n'est pas douteux, en effet, qu'on doit « craindre de
« tomber dans l'erreur à force de vouloir rencontrer la
« vérité, et de détruire la volonté à force de l'interpréter,
« Si l'expression est claire, si elle ne présente ni obscurité,
« ni ambiguïté, en vain on offrira des preuves qu'on a
« voulu autre chose que ce qu'on a exprimé: la clarté du
« signe fait foi de sa sincérité » (1).

Donc, si le juge se trouve en face d'un texte clair ou suffisamment précis, il ne doit pas avoir recours à l'interprétation, il doit se borner à l'appliquer tel qu'il se présente à ses yeux dans le contrat qui lui ont soumis les parties en litige.

S'il en était autrement, on voit tout de suite les abus auxquels on arriverait, si la Cour de Cassation devait toujours et dans tous les cas s'incliner, lorsque les juges du fond auraient

(1) Larombière: *Théorie et pratique des obligations*. t. II, sur l'article 1156, nos 4 et 5.

porté le débat sur le terrain de l'interprétation ! Il leur suffirait alors de faire appel à la volonté des parties pour que la lettre du contrat reste lettre morte. Ne tenant aucun compte du texte de l'acte, ils pourraient à leur gré modifier les conventions et leur faire produire les effets les plus contraires à ceux qu'ont voulu les parties.

La Cour de Cassation s'est donc rendu compte des inconvénients auxquels conduisaient fatalement une trop grande liberté laissée aux Cours et aux Tribunaux, et, afin de les empêcher de se retrancher derrière leur pouvoirs souverains d'appréciation et de leur rappeler cette règle primordiale qu'ils étaient liés par la lettre des contrats comme les parties elles-mêmes, elle a fait appel à cette théorie de la distinction des clauses claires et des clauses obscures.

Les origines de cette théorie sont assez confuses, et il est assez difficile de les rattacher à un point précis ; on peut évidemment trouver son fondement dans le droit romain, et notamment dans ce texte du Digeste : « Cum in verbis « nulla ambiguitas est, non debet admitti voluntatis quaes-
« tio ». (L. 25, § 1. D. de Lég. 3^o -).

La plupart des auteurs attribuent le mérite de sa découverte au jurisconsulte Carré, qui, ayant repris l'idée que lui suggérerait cette disposition, l'avait adaptée au mécanisme de la Cour de Cassation : il déclarait, que si la clause du contrat était claire et précise, l'arrêt qui lui donnait un autre sens en invoquant la prétendue réelle intention des parties, et, qui ainsi avait « forfait à l'évidence » devait être cassé ; au contraire, si la clause présentait vraiment quelque obs-

curité, l'interprétation qu'il était nécessaire d'en donner par la Cour d'appel était souveraine (1).

Cette théorie ainsi développée fut loin de rencontrer l'assentiment général. De vives critiques lui furent adressées par ceux qui, à l'inverse de Carré, voulaient bannir toute intrusion de la Cour de Cassation dans ce qui touchait à la loi du contrat.

L'un d'eux, particulièrement le professeur Boncenne, se fit remarquer par l'acharnement qu'il mit à prétendre renverser la théorie nouvelle, et dans un passage qui est souvent cité dans les discussions touchant à cette manière, il indiqua qu'elle ne saurait être admise, « à moins que la
« loi ne marque le point où les lueurs douteuses disparaissent
« et se perdent dans les clartés de l'évidence. Les textes
« offrent-ils un modèle normal de l'évidence? Non. Ce
« qui est pour celui-ci une lumière éblouissante ne présente
« aux yeux de celui-là qu'un jour vague et incertain » (2).

Ainsi, faute de criterium légal, pour déterminer le degré d'imprécision nécessaire à un contrat, pour exiger une recherche d'intention, il rejette dans tous les cas la possibilité d'une ouverture à cassation: On se trouvait en face d'une notion trop subjective pour qu'il convint à la Cour Suprême de s'en occuper.

En dépit de ces observations, la grande majorité des arrêts de la Cour de Cassation se mit à faire la distinction conseillée par Carré, et cela vers une date qu'on peut situer au début des trente dernières années du siècle dernier.

(1) Carré : *Lois d'organisation et de compétence*, t. II, p. 780.

(2) Boncenne : *Théorie de la procédure civile*, t. I, p. 503.

Il convient toutefois de remarquer que le mérite du progrès ainsi obtenu sur la doctrine antérieure, ne revient peut-être pas tout entier, comme on a l'habitude de le dire, au jurisconsulte Carré, et qu'avant lui quelques auteurs avaient déjà professé les éléments de sa théorie (1) et que même, la Cour de Cassation, dans des arrêts remontant à une époque très éloignée, en avait fait application lorsqu'elle disait, par exemple, que « les clauses de l'acte sont d'une clarté qui ne saurait fournir raisonnablement matière à interprétation » (2). Mais il ne reste pas moins exact de dire que, sous l'impulsion de Carré, la théorie reprit une nouvelle vigueur, et que désormais la Cour de Cassation ne manqua pas de s'y référer d'une façon précise.

Ainsi la voyons-nous déclarer « qu'il est de règle que « les juges du fond interprètent souverainement le sens des « conventions intervenues entre les contractants et l'intention « qui a présidé à leurs contrats », que cette règle ne reçoit d'exception et que la Cour de Cassation n'exerce son droit de contrôle que quand les tribunaux, au lieu d'interpréter des actes obscurs, ont dénaturé ou altéré « des actes exprès et positifs » (22 juillet 1872, Dalloz, 1873-1-111; Sirey, 73-1-299).

Mais la doctrine trouve encore un critique dans l'annotateur de cet arrêt au Recueil Dalloz, qui ne manque pas d'a-

(1) Toullier, t. VI, n° 305; — Zachariae, ed. Aubry et Rau, t. II, p. 479; — ed. Massé et Vergé, t. III, p. 566; — n° 2 Boileux, t. IV, p. 418; — Larombière, sur 1156, n° 4.

(2) Civ., 5 germinal, an XII, Dalloz répertoire législation, V° *Obligations*, n° 849, ainsi que les autres arrêts cités.

jouter « que le droit de censure de la Cour de Cassation est « restreint par la jurisprudence dans les limites les plus « étroites que les termes du présent arrêt ne semblent l'indiquer » et ajoute que les vrais principes de la matière se trouvent dans les conclusions précitées de l'avocat général Paul Fabre (1).

On retrouve une protestation analogue du professeur Labbé dans une note publiée sous un arrêt du 5 février 1873 qui cependant employait une formule moins affirmative que la précédente. « Attendu, disait-il, que le pouvoir de contrôle « de la Cour de Cassation ne saurait faire obstacle au « pouvoir souverain qu'ont les Cours d'appel d'interpréter « les conventions particulières contenues dans les contrats de « *quand ces conventions prêtent au doute* ». (Sirey, 73-1-289).

M. Labbé insiste pour qu'on laisse aux juges du fond le soin, non seulement de constater l'existence de conventions, mais aussi de « rechercher si la rédaction est bien conforme « à la volonté des parties » et si « les clauses écrites dans « le contrat ont en réalité le sens qu'elles ont en apparence », et même, au besoin, de faire apparaître « l'intention cachée sous les mots des écrits ». « La distinction des clauses claires et des clauses obscures lui apparaît donc arbitraire; il admet bien que l'interprétation suppose un doute, mais selon lui, « le doute peut résulter des circonstances et être très sérieux sans que la lettre « soit grammaticalement obscure ou ambiguë ».

(1) Dalloz, 66-1-108.

Mais la théorie, en dépit de ces objections auxquelles nous nous réservons de répondre en temps utile, n'en continua pas moins à être appliquée jusque dans les plus récents arrêts, et rien ne permet de dire à l'heure actuelle qu'elle doive être abandonnée à brève échéance par la Cour Suprême (1). C'est ainsi qu'un arrêt du 4 novembre 1918 (Dalloz, 1923-1-102) continue d'affirmer que « s'il « appartient aux juges du fait d'interpréter les conventions, « il ne leur est pas permis, lorsqu'elles sont claires et précises, d'en méconnaître le sens et la portée sous prétexte « d'interprétation ».

Voilà donc le pouvoir souverain des Cours d'appel restreint dans une grande mesure, et cela d'autant plus que la Cour de Cassation, poussant jusqu'au bout les conséquences de la théorie qu'elle avait admise, se fait elle-même juge du point de savoir si la clause est suffisamment obscure pour qu'il soit nécessaire de se livrer à une recherche de la volonté des parties.

Ainsi, le contrôle qu'elle exerce ne risque pas de devenir illusoire, puisque la Cour Suprême garde la haute main sur toutes les décisions rendues en matière d'interprétation, et

(1) V. notamment : Civ., 15 avril 1872, Dalloz, 72-1-176 ; Sirey, 73-1-232 ; — Req., 15 juillet 1875, Dalloz, 76-1-232 ; — Req., 11 juillet 1876, Dalloz, 77-1-176 ; — Req., 15 juillet 1875, Sirey, 77-1-26 ; — Civ., 21 décembre 1891, Dalloz, 92-1-104 ; — Civ., 23 février 1892, Sirey, 92-1-313 ; — Civ., 29 novembre 1892, Dalloz, 93-1-85 ; 29 mai 1894, Dalloz, 94-1-508 ; — Civ., 31 octobre 1898, Dalloz, 99-1-222 ; — Civ., 4 décembre 1900, Dalloz, 1901-1-151 ; — Civ., 27 mai 1903, Dalloz, 1905-1-110 ; — Civ., 4 mai 1904, Dalloz, 1909-1-499 ; — Civ., 6 mai 1911, Sirey 1914-1-154 ; — Req., 6 mars 1911, Dalloz, 1914-1-94 ; Req., 3 mai 1911, Dalloz, 1913-1-453 ; — Civ., 7 avril 1914, Dalloz, 1917-1-175 ; — Sirey, 1916-1-127.

que dans tous les cas elle doit avoir le dernier mot; ainsi l'on peut dire que toutes les interprétations données par les juges sont examinées par elle et que ce n'est que dans la mesure où elle les aura jugées indispensables qu'elle les maintiendra.

Et l'on retrouve le souci de se ménager ce droit de regard dans toutes les formules qu'elle emploie lorsqu'elle énonce le résultat de l'examen auquel elle s'est livrée: « Attendu, « dit-elle par exemple, que ces intentions sont claires et précises, qu'il n'y a pas lieu, par conséquent, de faire produire à ces conventions des effets autres que ceux qui y sont énoncés »..., ou: « attendu que la clause litigieuse « étant susceptible de deux sens, la Cour d'appel a pu « l'interpréter sans violer l'article 1134 ».

Mais un dernier point restait dans l'ombre, sur lequel les explications étaient nécessaires, et qui constituait le principal reproche de ceux qui avaient été adressés à la théorie: de quel critérium la Cour de Cassation allait-elle faire usage pour décider que la clause d'un contrat présentait suffisamment de clarté pour se suffire à elle-même?

Et l'on voit ici toutes les difficultés que soulève cette question, et qu'avait déjà indiquées le professeur Labbé; va-t-il falloir s'en rapporter à la seule tenue extérieure du contrat, n'envisager que les mots dans leur sens grammatical, et les phrases dans leur sens logique, ne prendre par conséquent pour base de discussion que le seul texte du contrat, indépendamment de tout ce qui l'a précédé, causé ou entouré, et, dire que si la lettre du contrat ainsi examinée est suffisamment précise, il n'y aura pas lieu de l'inter-

prêter? Ou, au contraire, ne faut-il pas pousser jusqu'au bout la théorie de l'autonomie de la volonté, et dire que seule la volonté réelle doit être prise en considération, puisque c'est celle-ci seulement qui a déterminé la matière et les effets du véritable accord, et, que la rédaction d'un acte ne peut constituer, au même titre que tant d'autres, qu'une preuve de la manière dont s'est produit cet accord, qu'il n'y a par conséquent aucune raison de lui donner la préférence sur telle autre circonstance de fait, si celle-ci révèle d'une façon plus normale l'intention réelle des parties?

La théorie de la distinction des clauses claires et des clauses obscures se heurtait donc à un obstacle qui rendait difficile son application à un cas concret, elle pêchait par sa trop grande généralité, alors qu'une grande précision était ici avant tout nécessaire. Mais la Cour de Cassation a voulu répondre aux questions ainsi posées en donnant elle-même la définition de l'acte clair:

On doit, dit-elle, entendre par acte clair, c'est-à-dire ne donnant pas lieu à interprétation, celui dont la lettre non seulement « n'est pas ambiguë », mais encore « n'est « pas évidemment contraire à la volonté des parties ».

Ainsi lorsque, dans un contrat, les termes employés, en dépit de leur clarté apparente, ne donnent pas « satisfaction à l'objet que se proposaient les parties », les juges du fond ont le pouvoir de déclarer que la convention contient une erreur matérielle, et de rectifier celle-ci sans que cette rectification constitue une violation de l'article 1134 (Req. 28 mai 1888, Sirey, 1889-1-248).

Ainsi, pour donner ouverture à cassation, il faut, comme

nous l'avons dit, que les juges du fond aient cru devoir modifier, sous prétexte d'interprétation le texte d'une convention dont le sens grammatical était absolument certain, à moins qu'ils n'aient attribué aux parties une intention « conforme à leur volonté évidente ».

Dira-t-on maintenant que cette réserve aboutit en réalité à ruiner la théorie, et à empêcher toute possibilité de séparer nettement les clauses claires des clauses obscures, puisqu'il suffira aux Cours d'appel d'invoquer certaines circonstances qui leur paraissent impliquer une intention autre que celle qui résulte de la lecture du contrat pour échapper à toute censure ?

Mais il est facile de répondre à cela, en répétant que les juges du fond restent à ce point de vue sous le contrôle de la Cour de Cassation, et que celle-ci examinera si les faits invoqués, souverainement constatés, bien entendu par les Cours et Tribunaux, présentent un caractère tel qu'ils puissent prévaloir sur la lettre du contrat, et, dans l'affirmative, elle s'effacera devant la recherche d'intention à laquelle s'est livrée la Cour d'appel ; si, au contraire, les termes employés lui paraissent suffisamment explicites, elle n'en tiendra à ceux-ci, et déclarera non avenue et inutile toute analyse des faits extérieurs.

Cette méthode a été critiquée par M. Dereux, dans son traité de « L'interprétation des actes privés », parce qu'elle « rend à peu près impossible de savoir jamais à l'avance « si la Cour Suprême se déclarera ou non compétente pour « indiquer le sens d'une clause déterminée ». Mais on peut « lui objecter qu'il était difficile, sinon impossible, d'ar-

river à une précision plus grande, dans ce domaine des conventions, étant donnée l'application faite par le législateur de l'idée d'autonomie de la volonté. Comment, en face de cette liberté laissée aux parties contractantes de modeler à leur guise le contenu de leur accord, adopter un critérium tout à fait certain et susceptible de convenir à tous les cas, alors que rien n'est plus variable et moins impersonnel que ce qui constitue la substance de la convention?

Alors, devant l'impossibilité où elle se trouve de généraliser, d'une façon absolue, la Cour de Cassation a cherché une solution intermédiaire; ayant un départ à faire entre le principe de la rigueur inflexible du texte du contrat, et le désir de tenir compte de l'intention réelle des parties, elle a cherché une ligne de conduite qui lui permit d'adapter un juste contrôle de sa part sur le respect de la lettre de la convention avec la possibilité de faire triompher, dans la mesure où elle se révélait d'une façon certaine, la volonté des contractants.

Mais il s'agit là d'un dosage délicat à pratiquer et qui ne saurait s'énoncer en règles théoriques et rigides; c'est l'examen de chaque espèce qui déterminera la part qu'il faut concéder à chaque point de vue, ce qui permettra d'adopter la solution la plus conforme à l'intérêt de ceux qui ont eu recours aux Tribunaux.

Tel est le premier moyen adopté par la Cour de Cassation pour limiter le pouvoir souverain des juges du fond; nous allons voir maintenant qu'elle ne s'en tient pas à celui-là seulement.

B) *La dénaturation des clauses d'un contrat*

Nous abordons ici un ordre d'idées différent, mais rentrant dans les cas où certaines limites peuvent être apportées à l'appréciation souveraine des juges du fond. Il s'agit du moyen tiré de la dénaturation des clauses du contrat.

Ce moyen était invoqué bien avant les années qui virent se répandre l'application de la théorie des clauses claires et des clauses obscures, et d'ailleurs, quand cette dernière distinction fut devenue d'un usage courant, la théorie de la dénaturation vint se fondre avec elle.

Et si maintenant, par suite de cette fusion, dans la plupart des arrêts, il est difficile de les distinguer l'une de l'autre, on trouve cependant un certain nombre de décisions de la Cour de Cassation qui se contentent d'invoquer la dénaturation, et qui ainsi conservent à la vieille théorie une certaine originalité.

Pour cette raison, et à cause de son importance passée, il est peut-être préférable de l'isoler et d'en étudier à part les caractéristiques, sans pour cela perdre de vue que les tendances de la jurisprudence actuelle tendent à la rattacher à d'autres cas d'ouverture à cassation.

Cette théorie se résume, en ce que le pouvoir souverain d'interprétation qui est accordé aux juges du fond ne va pas jusqu'à leur permettre de « dénaturer » un contrat, c'est-à-dire d'attribuer au contrat une substance et une portée autres que celles qui résultent naturellement de la teneur de l'acte: autrement dit, c'est aller chercher dans une intention présumée des parties des raisons de se décider autres que

celles qui sont la conséquence logique des termes employés. « Ce n'est que dans la limite où l'interprétation ne dénature pas la convention qu'elle est par suite souveraine et « échappe au contrôle de la Cour de Cassation ». (Req. 10 avril 1905, Dalloz, 1905-1-264; Req. 2 janvier 1907, Dalloz, 1907-1-88; Req. 24 décembre 1888, Dalloz, 89-1-413). Telle est en général la formule adoptée dans ce cas par la Cour de Cassation, qui dit encore « que le pouvoir souverain des juges du fond ne saurait aller jusqu'à changer « la nature et l'essence des conventions telles qu'elles sont « établies d'une manière manifeste par la teneur des actes « elle-même » (1).

Il semble bien, d'ailleurs, résulter de ces déclarations que cette idée de la dénaturation ne pouvait constituer que les fondements d'une théorie, ou plutôt un point de départ, qui devaient inévitablement aboutir lorsqu'on en développerait les conséquences à la distinction des clauses claires et des clauses obscures.

En effet, pour qu'il y ait dénaturation, il faut, avons-nous dit, qu'il y ait modification de ce qui semble découler naturellement du contrat; or, pour que les suites normales de celui-ci puissent être ainsi immédiatement aperçues, il est évidemment nécessaire qu'il présente un certain degré de clarté, sinon, si, les termes employés sont obscurs ou équivoques, on ne pourra reconnaître une dénaturation des conséquences naturelles de l'acte, puisque ce sont précisément

(1) Dalloz, Répertoire, V^o Cassation, n^o 1580

celles-ci qu'il est impossible de dégager et qu'on voudrait connaître.

C'est ainsi que fatalement la Cour de Cassation devait être amenée à joindre les deux théories, et que se justifient les formules nouvelles qu'elle emploie le plus souvent et qui marquent la fusion qui s'est opérée.

Ces formules se ramènent à peu près toutes au principe énoncé ainsi qu'il suit: « Attendu que s'il appartient aux « Tribunaux d'interpréter une convention, ils ne peuvent, « sous prétexte d'interprétation, en dénaturer le sens et la « portée, *quand les clauses sont claires et précises*, sans « que leur décision tombe sous le contrôle et la censure de « la Cour de Cassation ». (Civ. 23 février 1892, Dalloz, 92-1-150), ou: « Attendu qu'en décidant..., la Cour a fait « une appréciation souveraine qui ne tomberait sous la « censure de la Cour de Cassation que si elle dénaturait les « termes clairs et positifs du contrat » (1).

L'on voit, par ces exemples, que si la Cour de Cassation se livre à un grand nombre de distinction dans le choix de ses motifs, la séparation entre ceux-ci n'est pas toujours facile à tracer, et que dans cette matière, il est infiniment rare de trouver des cloisons qui soient vraiment étanches.

C) *La qualification légale du contrat*

Nous avons vu que l'idée d'autonomie de la volonté permettait aux parties de construire leurs conventions à leur

(1) V. aussi Req., 15 juillet 1875, Dalloz, 76-1-232 ; — Civ., 3 février 1886, Dalloz, 1886-1-470 ; — Req., 1^{er} juillet 1886, Dalloz, 87-1-217 ; — Civ., 21 décembre 1891, Dalloz, 92-1-104 ; — Civ., 4 décembre 1900, Dalloz, 1901-1-251.

guise et d'y attacher tous les effets qu'elles jugeaient utiles, mais de ce que le Code civil rejetant ainsi tout formalisme, n'a entendu les obliger à adopter aucun modèle de contrat légalement déterminé, il ne faudrait point conclure que les divers chapitres du Code civil qui réglementent certains types de contrat ne figurent là qu'à titre de pur renseignement, sans que l'observation des articles qu'ils contiennent puisse jamais s'imposer aux Tribunaux et aux Cours d'appel.

Il est en effet curieux de constater que les particuliers ne tirent pas du principe de la liberté des conventions toutes ses conséquences et qu'ils n'utilisent pas toutes les ressources qu'il met à leur disposition, mais, qu'au contraire ils tendent à ne porter leur choix que sur un certain nombre de contrats, qui sont toujours les mêmes; ainsi leur activité contractuelle, qui a pourtant tout loisir de se manifester dans n'importe quel sens, se resserre dans un cercle de combinaisons limité et on a pu dire que « le vouloir contractuel apparaît « comme une faculté d'élection plutôt que comme un pouvoir créateur ».

Les contrats qui sont le plus fréquemment usités dans la pratique sont naturellement ceux dont le législateur a tracé les contours et déterminé les effets.

Il est bien entendu que ces dispositions légales, ne sauraient être appliquées par le juge, alors qu'une difficulté s'élevant à propos d'un contrat, le point controversé a été réglé par l'accord des parties; mais supposons que le juge ne trouve pas dans celui-ci de dispositions permettant de résoudre la question, à défaut de texte lui indiquant l'intention expresse des parties, il devra, certes, et comme nous

l'avons dit, y suppléer par la recherche de leur volonté implicite ou même virtuelle; mais il se peut, que ni le texte du contrat ni les circonstances extérieures ne lui permettent d'arriver à cette fin; dès lors, pour déterminer le sens et la portée de cette convention, n'est-il pas naturel qu'il se reporte aux articles de Code qui réglementent les effets du genre de contrat adopté par les parties et qu'il tranche le débat d'après les indications données par le législateur?

Mais, pour arriver à l'application des dispositions légales, il faut d'abord et avant tout rattacher la convention passée à un type de contrat prévu et organisé par la loi; cette opération de rapprochement constitue ce que l'on appelle la *qualification légale du contrat*, qui aboutit à ranger celui-ci sous une des étiquettes correspondant à une réglementation légale.

Sur cette qualification, la Cour de Cassation a toujours admis qu'elle pouvait exercer un contrôle; et cela pour des raisons qui se rattachent à des traditions historiques: lorsqu'elle se refuse en effet à exercer sa censure vis-à-vis des décisions rendues à propos de la loi des contrats, on se rappelle qu'elle avait coutume de se justifier de cette abstention par ce motif qu'elle ne devait pas intervenir en faveur d'un simple intérêt privé: or, ici, il lui semblait que l'intérêt particulier du justiciable était lié d'une façon intime à l'intérêt général, c'est-à-dire « au maintien des lois du pays et à l'uniformité de leur application ».

Elle a donc adopté ici un système qui se rattache à la jurisprudence suivie à propos du caractère légal du fait, c'est-à-dire de « l'ensemble des conditions qu'il doit remplir aux

« termes de la loi pour produire un effet déterminé » (1).

En effet, dans un cas comme dans l'autre, on se trouve en présence de textes législatifs qui énoncent certains caractères qui doivent se trouver réunis dans un fait ou dans un acte pour qu'il puisse produire telle ou telle conséquence; pour que ces textes soient appliqués d'une façon exacte, il est donc nécessaire que les éléments dont il s'agit se retrouvent dans les faits qu'on invoque, et ainsi, puisqu'il s'agit en somme d'examiner la façon dont il a été fait usage de la loi, la Cour de Cassation se trouve indubitablement dans le domaine de ses attributions.

Ce qu'il s'agit d'apprécier, en effet, ce n'est pas le fait en lui-même, mais un fait dans son rapport avec la loi, et du moment que la loi générale intervient dans le raisonnement auquel se livrent les juges du fond, on peut donc conclure qu'il s'agit bien ici d'une vraie question de droit.

Et, il faut bien distinguer ce qui, dans la décision rendue par les juges du fond, pourra être révisé par la Cour Suprême: il ne lui appartient pas en effet de revenir sur la constatation des faits opérée par les juges, ces faits, elle doit les tenir pour constants, et ce n'est que sur la manière dont ils ont été qualifiés, c'est-à-dire dont on leur a appliqué la loi, que la Cour de Cassation pourra se prononcer. C'est-à-dire non pas sur le « *quod scriptum* », mais sur le « *quod gestum* ».

Il faut convenir d'ailleurs que la ligne de conduite suivie sur ce point par la Cour de Cassation ne constitue par un

(1) Faye, *la Cour de Cassation*, p. 175, n° 159.

progrès réalisé par la jurisprudence de ces dernières années, à la suite d'une lente évolution, et que, de tout temps, elle s'est attribué ce droit de contrôle sur la qualification des contrats, même à l'époque de sa jurisprudence la plus restrictive. Merlin lui-même, rappelons-le ne manquait pas de réserver la légitimité de son intervention en pareil cas, « lorsque, disait-il, il existe une loi qui détermine l'essence « du contrat violé », il n'y a « nul doute que la violation « du contrat ne doive entraîner la cassation d'un jugement « en dernier ressort » (1).

Depuis, cette jurisprudence n'a jamais cessé de se maintenir et de se développer ainsi qu'en témoignent les nombreux exemples d'arrêts de cassation figurant dans les recueils; c'est ainsi qu'il a été jugé « qu'il serait contraire au « but de l'institution de la Cour de Cassation qu'elle dût « s'abstenir d'annuler des arrêts, lorsque, ayant donné de « fausses qualifications aux actes et les ayant rangés dans « une classe à laquelle ils ne devaient pas appartenir, ils « les auraient affranchis des règles spéciales auxquelles ils « étaient soumis ou les auraient soumis à des règles qui « ne devaient pas leur être appliquées ». (Cassation, sections réunies, 26 juillet 1833, Dalloz, Répertoire, V. Cassation, n° 1628).

Ainsi la Cour de Cassation se livre à l'examen des termes adoptés dans les conventions, et l'on peut voir jusqu'à quel point elle entre dans l'appréciation de ceux-ci, si l'on se réfère à certains considérants d'un arrêt de la Chambre

(1) Merlin, Répertoire, V° Société.

civile: « Attendu, y est-il dit, que de l'ensemble des stipulations de l'acte il résulte bien formellement que les parties entendaient se dessaisir de la propriété des sommes qu'elles avaient à toucher en faveur de leur cocontractant qui en devenait acquéreur jusqu'à concurrence des sommes par lui déboursées; que lesdites stipulations offrent ainsi tous les caractères du transport en cession de créance ». (Civ. 23 février 1869, Dalloz, 69-1-196).

Ce sont d'ailleurs à peu près les mêmes formules que l'on retrouve dans les arrêts les plus récents: « Attendu qu'il appartient à la Cour de Cassation de restituer aux faits juridiques constatés par les juges du fond leur véritable caractère... qu'il ressort des constatations de l'arrêt que la convention contient sur la chose et le prix l'accord caractéristique du contrat de vente ». (Civ. 7 juillet 1924, Dalloz, hebdomadaire, 1924, p. 618) (1).

Si donc, en ce qui concerne la qualification légale des contrats, la Cour de Cassation se maintient fidèle à sa jurisprudence ancienne, il convient toutefois de noter les réserves qu'elle a apportées à la règle qu'elle a ainsi adoptée.

Si l'on examine en effet tous les arrêts rendus en cette

(1) V. encore Civ., 4 juin 1849, Dalloz, 49-1-307; — Sirey, 49-1-487; — Civ., 22 novembre 1854, Dalloz, 54-1-421; — Civ., 8 juillet 1851, Dalloz, 51-1-198; — Req., 18 février 1856, Dalloz, 56-1-260; — Civ., 23 février 1868, Dalloz, 69-1-196; — 17 novembre 1875, Sirey, 76-1-33; — 29 mai 1876, Sirey, 76-1-351; — 9 juillet 1879, Sirey, 81-1-205; — 9 juillet 1879, Sirey, 81-1-205; — Req., 16 janvier 1882, Dalloz, 82-1-412; 6 mars 1883, Sirey, 84-1-431; — 16 février 1884, Sirey, 85-1-88; — Civ., 3 février 1886, Dalloz, 86-1-469; — Req., 11 janvier 1892, Dalloz, 93-1-65; — Civ., 4 juin 1894, Dalloz, 94-1-535; — Req., 30 juillet 1896, Dalloz, 96-1-86; — Civ., 30 novembre 1887, Dalloz, 98-1-189; — Civ., 13 janvier 1903, Dalloz, 1903-1-122.

matière, l'on ne manquera pas d'être surpris de voir que certains d'entre eux paraissent donner à la question, une solution absolument opposée à celle que nous venons de dégager, c'est-à-dire en permettant aux juges du fond de déterminer d'une façon souveraine la nature du contrat.

Il est en effet surprenant, quand on vient de lire les arrêts que nous avons cités dans les lignes précédentes, de voir par exemple, dans une autre espèce, la Cour de Cassation décider « que les juges du fait apprécient souverainement « si un contrat relatif au transport d'objets mobiliers cons-
« titue un louage de voiture ou un contrat de transport ». (Req. 20 juin 1922, Dalloz, 1923-1-186), ou que « lors-
« que la Cour d'appel décide que le pacte contenu dans « l'acte invoqué et résultant d'ailleurs des termes de cet
« acte constitue une cession de droits successifs... cette « appréciation est souveraine » (Req. 17 mai 1909, Dalloz, 1910-1-189), « qu'une Cour d'appel a pu décider sou-
« verainement que le contrat constituait non pas une dona-
« tion avec charges, mais une vente proprement dite » (Req. 1^{er} mai 1912, Dalloz, 1913-1-297), ou encore « qu'il appartenait aux juges du fond de rechercher et reconnaître le caractère et la nature de la convention ». (Civ. 25 juillet 1888, Sirey, 1890-1-64).

Comment alors n'être pas troublé devant la divergence de ces deux groupes d'arrêts? Doit-il donc s'ensuivre qu'il faille abandonner tout essai de systématisation et conclure que la Cour de Cassation sans jamais se conformer à des règles stables, se laisse entraîner au gré des circonstances vers les solutions les plus opposées?

Mais une étude plus approfondie des derniers arrêts cités, est bientôt de nature à nous rassurer; s'il est vrai que le pouvoir souverain des juges du fond s'arrête dès que commence à se poser une question de droit, si minime soit-elle, le moment où l'on pénètre ainsi sur le terrain juridique ne peut être déterminé d'une façon immuable, et la limite qui sépare celui-ci des questions de fait ne saurait affecter la forme d'une ligne rigoureusement droite et inflexible: c'est suivant que les juges du fond auront plus ou moins pénétré dans le domaine du fait ou dans celui du droit, que la Cour de Cassation réglera sa manière d'agir, et c'est ainsi que seront causées les courbes et les sinuosités que présente la ligne suivie par sa jurisprudence.

Ainsi en est-il lorsqu'il s'agit de déterminer la nature d'un contrat; pour ce faire, il se peut que les juges se bornent à appliquer à un cas concret, dont les circonstances auront été souverainement constatées, un texte de loi; alors, sans nul doute, la question se pose sur le terrain du droit; mais il se peut aussi que les juges, pour savoir en face de quel contrat ils se trouvent, se bornent à interroger l'intention des parties, et à rechercher ce que celles-ci ont voulu faire. S'il en est ainsi, nous nous retrouvons en présence du principe que nous avons formulé en tête de cette étude, à savoir que les questions d'intention sont appréciées souverainement par les juges du fond (1).

Et l'on peut trouver une justification de cette explica-

(1) Voir sur ce point le rapport de M. le Conseiller Connelly, cité sous Req., 27 avril 1874, Dalloz, 75-1-15.

tion dans les formules employées par la Cour de Cassation dans les cas où elle a abdiqué son contrôle.

« Attendu, dit-elle, par exemple, que la Cour d'appel « *appréciant l'intention des parties* a décidé que l'acte cons-
« tituait une cession de droits seccessifs ». (Arrêt pré-
cité du 17 mai 1909).

« Attendu qu'en interprétant ainsi sa décharge, les juges
« du fond ont usé de leur pouvoir souverain d'appréciation
« et légalement justifié leur décision... Attendu en effet, que
« lorsqu'il y a lieu de rechercher si un écrit dont les termes
« sont incertains et équivoques constate une libération par
« paiement ou une libération par remise gratuite, cet exa-
« men, qui implique l'interprétation de l'écrit d'après l'en-
« semble des dispositions qu'il renferme, et des circonstances
« qui s'y rattachent, échappe au contrôle de la Cour de
« Cassation ». (Civ. 27 juin 1917, Dalloz, 1917-1-129).

Ainsi, il faut toujours tenir compte des pouvoirs souverains des juges du fond, dont le principe réapparaît toutes les fois que l'on s'éloigne de l'examen de la loi pour se livrer à une analyse subjective des volontés particulières.

Mais il n'en est pas moins évident que ce pouvoir ne saurait là encore constituer pour les Cours d'appel un abri commode qui les abriterait d'une façon inexpugnable contre la censure de la Cour de Cassation, et celle-ci n'a pas manqué de juger que les juges du fond ne sauraient, « sous prétexte
« d'interprétation, changer la nature ou l'essence d'un con-
« trat, ou de lui donner une fausse qualification pour le
« placer dans une classe à laquelle il serait étranger ». (Civ.
4 juin 1849, Dalloz, 1849-1-307).

L'on voit ainsi toutes les distinctions subtiles auxquelles peut se livrer la Cour Suprême quand il s'agit de l'interprétation des contrats, et particulièrement quand sur cette opération, peut se greffer une question de qualification. Pour bien faire sentir toutes les nuances que comportent les analyses auxquelles elle se livre, il faudrait prendre une à une toutes les décisions qu'elle a rendues dans cette vaste matière: aussi, puisque cette tâche apparaît impossible dans le cadre de cette étude, nous nous bornerons ici à en citer deux exemples particulièrement frappants; les contrats de mariages et les conventions devant emporter novation.

D'abord, quand il s'agissait d'un *contrat de mariage*, la Cour de Cassation a tout de suite aperçu le caractère incertain et même périlleux que présente l'interprétation de ses clauses, et combien se faisait sentir la nécessité d'un contrôle sur celles-ci: « contrôle qui apparaît bien comme la seule garantie des plaideurs contre les tendances et les prédilections plus ou moins prononcées des Cours impériales pour le régime dotal ou pour le régime de communauté; et tel est le seul moyen de les ramener à l'unité de jurisprudence » (1).

C'est donc à ce propos des contrats de mariage que la Cour Suprême s'est d'abord rendu compte que les parties en litige n'étaient pas les seules intéressées au sens de l'interprétation et de la qualification données par les juges du fond, mais qu'il y avait un intérêt social à établir ici une

(1) Ch. Réunies, 8 juin 1858, S., 1858-1-417 et les conclusions du Procureur Général Dupin citées sous l'arrêt.

jurisprudence sur laquelle tous les plaideurs pussent compter.

Ayant donc égard à ces considérations spéciales, et puisqu'il fallait toujours en revenir à tracer la limite entre les pouvoirs souverains d'appréciation des premiers juges et son propre pouvoir de contrôle, elle a commencé par délimiter nettement les deux domaines en décidant « qu'il
« lui appartient de déterminer le caractère légal des conven-
« tions et d'en qualifier les clauses, mais que ce droit ne
« fait pas obstacle au pouvoir souverain qu'ont les Cours
« d'appel d'interpréter les stipulations particulières des con-
« trats de mariage quand leur sens est douteux et d'indiquer
« d'après les circonstances de la cause quelle a été l'inten-
« tion des parties ». (24 novembre 1890, Dalloz, 1891-1-423).

Ainsi l'on voit qu'à propos d'un même acte et d'un même procès, il peut y avoir un départ à faire entre les deux ordres de questions: la Cour de Cassation peut vérifier si l'appréciation « légale » qui a été faite de la convention matrimoniale est ou non conforme aux textes du Code civil, ce qui lui permet de contrôler la détermination faite par les juges d'appel du régime choisi et des conséquences *légales* qu'ils en ont tirées; elle se reconnaît également le droit de vérifier « l'interprétation que les juges ont donnée
« aux diverses clauses en se fondant uniquement sur le
« sens que la loi leur assigne » (1); mais, si l'on fait abstraction de ces préoccupations légales, si l'on envisage seulement l'appréciation qu'ont faite les premiers juges « du

(1) Voir note sous Civ., 6 février 1873, Dalloz, 1873-1-208.

« plus ou moins de portée que les époux ont entendu donner
« à leurs conventions particulières », on se trouve alors en
présence d'une pure question de fait.

Par exemple: s'agit-il de reconnaître, comme dans l'es-
pèce qui vient d'être citée, si les époux ont entendu com-
prendre dans l'actif de la communauté certaines créances
du mari d'une nature particulière, l'arrêt d'appel qui statue
sur ce point interprète souverainement l'intention des parties,
car, ainsi que le constate la Cour de Cassation, sa décision en
cela « résulte manifestement de l'ensemble des documents
« de la cause du texte sainement apprécié et de l'esprit du
« contrat, comme de la commune intention des parties »,
et partant elle ne saurait être l'objet d'un contrôle de la
part de la Cour Suprême (1).

La discrimination établie par la Cour de Cassation entre
les pouvoirs respectifs du juge du fond et du juge de la
légalité est peut-être encore plus subtile et plus intéres-
sante en ce qui concerne l'appréciation des *contrats devant
emporter novation*:

Là aussi l'on se trouve en présence de règles légales
indiquant quels éléments doit réunir une convention pour
être qualifiée de novation, et de l'article 1273 du Code civil
qui ajoute « que la novation ne se présume pas ».

On se trouve donc en présence de deux ordres de condi-
tions pour qu'on puisse dire qu'il y ait novation: d'abord
que les parties aient voulu, d'une façon non équivoque, annu-

(2) Voir aussi Civ., 31 décembre 1877, Dalloz, 1877-1-111, Req., 2 février 1881,
Dalloz, 1881-1-423.

ler une obligation ancienne et la remplacer par une autre, et en outre que cette volonté se soit manifestée dans les formes prescrites par la loi. Autrement dit deux questions se posent au juge: y a-t-il eu volonté de nover? et, dans l'affirmative, l'opération réalisée par cette volonté peut-elle constituer une novation?

Pour répondre à la première question, le juge jouit d'une liberté complète d'appréciation, il se borne là à rechercher l'intention des parties (c'est-à-dire « les éléments de la définition et non le terme défini ») et la Cour de Cassation, il est inutile de la répéter, n'a sur cette question aucun droit de regard (1).

Sur le second point, il n'est pas non plus douteux qu'il appartient à celle-ci de statuer sur l'application qui a été faite des dispositions légales énonciatrices de conditions et de caractères qui doivent se trouver réunis dans l'acte (2),

Mais si la solution donnée à ces deux questions ne pouvait soulever de difficultés, étant donnée la jurisprudence que nous avons rappelée, un embarras pouvait cependant apparaître en présence des termes de l'article 1273 du Code civil qui énonce que « la novation ne se présume point » et qu'il faut « que la volonté de l'opérer résulte clairement « de l'acte ».

La Cour Suprême a donc décidé qu'il ne suffisait pas que les juges du fond déclarent d'une façon évasive que les par-

(1) Req., 3 juin 1874, Dalloz, 75-1-468 ; — Req., 5 juin 1920, Dalloz, 1920-1 155, deuxième espèce.

(2) Civ., 30 novembre 1897, Dalloz, 1898-1-189 ; — Civ., 17 octobre 1899, Dalloz, 1900-1-63.

ties avaient eu l'intention de nover, mais qu'il fallait encore « qu'ils déclarent comment cette novation s'est opérée, qu'il « ressort de l'acte interprété que la position respective des « parties ou la nature de l'obligation ait été changées d'une « des trois manières prévues par la loi, qu'en cet état la « Cour de Cassation a le droit de comparer les déclarations « des juges aux dispositions de l'article 1271 » (1).

Il faut donc que les juges du fond ne manquent pas de relater les circonstances sur lesquelles ils fondent leur décision, de façon à ce que la Cour de Cassation soit en état d'exercer son contrôle, en les comparant à celles qui sont exigées par la loi.

Ces deux exemples, du contrat de mariage et de la novation, pris parmi tant d'autres, montrent combien ici il convient de n'être jamais trop absolu et que les principes généraux que nous essayons d'indiquer ne sauraient être appliqués qu'avec la prudence que nécessitent les distinctions souvent subtiles qu'ils comportent, et qui vont, ainsi que nous l'avons vu, jusqu'à donner à la jurisprudence de la Cour de Cassation une apparence souvent incertaine et quelquefois contradictoires (2).

(1) Civ., 22 juin 1841, D., 1841-1-267. V. Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, t. IV, 5^e édition, § 424, p. 365 ; — Huc, *Commentaire du Code civil*, t. VIII, p. 147-148.

(2) V. notamment la distinction établie par M. Bardot — la Cour de Cassation, thèse Paris 1884 — entre les cas où la loi s'est contentée d'indiquer les divers éléments que devait comprendre un ensemble de faits pour recevoir une certaine qualification, et ceux plus complexes où la loi exige que ces faits, outre la condition de leur existence, présentent certains « caractères », c'est-à-dire une « qualité » ou une manière d'être que la loi prend soin de définir. Ainsi en est-il en matière de novation où l'intention des parties doit se manifester avec les caractères légaux indiqués dans l'article 1271.

D) *Pouvoirs spéciaux et plus étendus que se reconnaît la Cour de Cassation dans certaines matières touchant à l'ordre public.*

Si la jurisprudence peut en certains cas, à cause de ces nuances, paraître manquer de certitude, il en est cependant d'autres où elle ne se départit jamais d'une ligne de conduite inflexible et rigoureuse; c'est lorsque les décisions rendues par les juges du fond intéressant d'une façon ou d'une autre l'ordre public.

Dans ces matières en effet la Cour de Cassation n'hésite pas à pousser son pouvoir de contrôle beaucoup plus loin que partout ailleurs. C'est ainsi par exemple qu'elle a émis l'avis que dans les matières d'ordre public, et notamment en ce qui concerne les garanties accordées par la loi à la presse périodique « elle avait le pouvoir de réviser l'appréciation des faits à laquelle s'est livrée la Cour royale » et notamment de réviser l'interprétation donnée par l'arrêt attaqué d'un acte de société (Req. 10 juillet 1845, Dalloz, 1845-1-386, solution implicite) (1).

Mais c'est particulièrement lorsqu'elle se trouve en présence d'une disposition légale qui annule ou prohibe que la Cour de Cassation a l'occasion d'exercer ce pouvoir plus étendu de censure: ainsi en est-il par exemple en matière de *substitution prohibée*; ces libéralités, sauf certains cas délimités, sont déclarées nulles par le Code civil; mais la liberté laissée aux disposants dans la rédaction de leurs actes, leur

(1) V. aussi Civ., 6 juin 1899, Dalloz, 1900.1-265; — Civ., 24 novembre 1891, Dalloz, 92-1-541.

permet d'adopter des formules qui ne permettent pas tout de suite de discerner si on est dans le cas d'interdiction prononcée par la loi; on voit donc l'importance que revêt ici l'interprétation donnée à ces clauses incertaines, car c'est suivant le sens où elle ne sera prononcée que devront être maintenues ou annulées les dispositions que contiennent les clauses, et l'on comprend pourquoi la Cour Suprême a fréquemment cassé des arrêts qui avaient faussement interprété des actes contenant substitution, « car, lorsqu'il « s'agit de déterminer la nature et l'essence d'un acte dans « le cas où la loi annule ou prohibe, une fausse interprétation qui tend à maintenir ce que la loi prohibe et « annule couvre une violation de la loi et ne peut être à « l'abri du recours en cassation » (1).

Il est toutefois évident que là encore la Cour Suprême se refuse à reprendre l'examen de ce qui n'est que du fait et qu'elle ne saurait intervenir, si la Cour d'appel s'était bornée à se tromper sur l'existence de tel ou tel fait « qui, s'il « existait réellement, caractériserait la substitution »; sa décision pourrait constituer alors seulement une erreur de fait.

Ses décisions sont donc déterminées par les mêmes principes que dans les autres matières, et c'est surtout au point de vue de la question de savoir si les juges du fond se sont trompés sur le caractère qui devait être attribué à ces faits, qu'elle dépasse les limites ordinaires (2). Elle va même

(1) Civ., 22 juin 1812, Dalloz répertoire, V^o *Substitution*, n^{os} 203 et 263.

(2) Req., 4 décembre 1865, Dalloz, 66-1-38 ; — Civ., 3 mai 1869, Dalloz, 1869-1-254 ; — Req., 27 avril 1874, Dalloz, 1875-1-13.

jusqu'à employer des formules que cependant elle proscriit généralement dans les cas ordinaires, ainsi qu'en témoigne l'arrêt précité du 27 avril 1874: « Attendu, y est-il dit, que « cette interprétation n'est point contraire aux termes employés par le testateur, et *est conforme à son intention*, « qu'il appartient aux juges du fond de rechercher ». Ce qui semble vouloir dire qu'elle se donne le droit d'examiner l'acte de disposition et l'intention des parties qu'elle se dégage des termes de cet acte, au lieu de s'en tenir à la signification qu'ont donné de ces termes les juges du fond. Et elle justifie cet accroissement de son pouvoir de contrôle en déclarant que « ce contrôle s'exerce dans un « but d'ordre public », car il importe à la société tout entière que les substitutions prohibées ne soient pas exécutées (1).

A côté de ces cas où la Cour de Cassation veille à ce que des prohibitions légales soient respectées, il est une autre matière touchant aussi à l'ordre public, où elle se reconnaît un pouvoir de censure considérable: c'est lorsque l'interprétation d'un contrat touche, à l'application des *lois sur l'Enregistrement*.

Il en est effet un principe qui domine toute cette matière de l'enregistrement; c'est que les différents tarifs que comporte cet impôt voient leur application déterminée par la nature intrinsèque et le caractère légal de l'acte qu'il s'agit de taxer, et cela sans qu'on doive nécessairement s'attacher à ce que les signataires des actes imposés ont dit

(1) V. Civ., 3 mai 1869, Dalloz, 69-1-254.

vouloir faire. On voit donc toute l'importance qui s'attache ici à l'appréciation et à la qualification d'un acte, puisque ce sont celles-ci qui décideront du tarif auquel sera soumis l'acte et qu'elles pourront avoir pour résultat de soustraire à l'impôt une convention qui aurait dû y être soumise.

« Lorsqu'il s'agit de la perception des droits d'enregistrement, dit un arrêt de la Cour de Cassation, soit que l'Administration ait fait prononcer en sa faveur une allocation qui n'était pas due, soit que le contribuable ait été affranchi à tort d'un droit qui lui était justement demandé, la décision rendue implique la violation de la loi fiscale » (1).

Pour cette raison, et parce que « toutes les questions relatives à l'impôt intéressent essentiellement l'ordre public », on a toujours reconnu une étendue particulière aux attributions de la Cour de Cassation, et cela, dès les temps les plus reculés de sa jurisprudence. Joly de Fleury avait déjà émis l'opinion que « les contraventions aux ordonnances, aux principes du domaine et aux édits de finances étaient toujours des moyens de fond ». Merlin lui-même, qui avait cependant joué un rôle important dans l'évolution restrictive de la jurisprudence de la Cour de Cassation, avait professé des idées analogues. « Il n'en est pas, disait-il, des matières qui intéressent la fortune publique comme des matières qui n'intéressent que les fortunes privées; dans celles-ci sans doute la fausse interprétation ne peut donner lieu à cassation d'un jugement en dernier ressort que dans

(1) Civ., 21 février 1854, Dalloz, 1854-1-124.

« les cas où elle importe contravention expresse à la loi;
« mais dans celles-là un simple mal jugé a toujours été et
« est encore considéré comme un moyen de cassation » (1).

Tarbé ajoute que « la fausse interprétation est ici, à la dif-
« férence des contrats privés, une violation d'un texte for-
« mel et positif, car elle tend à soustraire à l'exigence d'un
« droit un contrat que la loi a qualifié pour l'y soumettre.
« Et la Cour de Cassation ne donnerait pas force à la loi si
« elle abandonnait aux Tribunaux le soin de rechercher cette
« qualification légale des actes et des contrats. Il ne s'agit
« plus ici d'intention équivoque, de volonté contestée ou de
« faits incertains, mais de l'application directe du droit
« à des faits que l'on prend dans les actes eux-mêmes, tels
« que les parties les rédigent et les présentent: non extrin-
« secus aut aliunde sed ex ipsomet instrumento ».

La Cour de Cassation n'a pas manqué de suivre les prin-
cipes posés par ces savants auteurs. « Elle a compris en
« effet qu'au milieu des divergences des Tribunaux, et en
« présence des tendances de la société à s'insurger contre
« tous les genres d'impôts, et surtout contre les droits d'enre-
« gistrement, lesquels frappent les citoyens précisément aux
« époques où ils luttent contre une mauvaise fortune, qu'une
« confusion inextricable existerait bientôt dans la législation
« fiscale si elle n'entraînait pas dans l'appréciation des actes,
« si elle ne déterminait pas scrupuleusement leurs carac-
« tères » (2). Et puisque le droit et le fait étaient ici plus

(1) Merlin répertoire, V^o *Enregistrement*.

(2) Dalloz répertoire, V^o *Cassation*, n^o 1594.

intimement mêlés que partout ailleurs, elle a admis qu'elle pouvait se permettre de réviser les appréciations des conventions faites par les Tribunaux, de façon à pouvoir attribuer aux actes qui lui sont soumis leur nature véritable, afin qu'au point de vue fiscal ils puissent produire les effets qui résultent de celles-ci.

Leur rôle apparaît donc sensiblement différent de celui qui leur est imparti lorsqu'ils interprètent un contrat à propos d'un litige engagé entre les signataires de l'acte, et qu'il s'agit pour eux de rechercher l'intention qui a présidé à la rédaction de l'acte; ici, il faut « déterminer quel est, « au point de vue de la législation fiscale, le caractère de « l'acte pris dans son ensemble, et considéré comme matière « imposable » (1).

Cette tâche, la Cour de Cassation, doit l'accomplir en toute liberté, sans qu'elle puisse être liée, pas plus par la dénomination que les parties ont donnée à leurs conventions que par les appréciations auxquelles se sont livrés les juges du fond.

La Cour de Cassation a donc adopté d'une façon très nette la doctrine d'après laquelle l'interprétation des conventions et la détermination de leurs conséquences par les Tribunaux au point de vue de l'application des lois sur l'enregistrement demeurent toujours soumises au contrôle de la Cour de Cassation (Civ. 19 mai 1868, Dalloz, 1868-1-305), et que « attendu que les droits d'enregistrement doivent être perçus « d'après les stipulations exprimées dans les actes lorsque

(1) Faye, la *Cour de Cassation*, p. 200, n° 183^{bis}.

« les qualifications employées ne sont pas en contradiction avec
« la substance desdits actes » (Civ. 13 avril 1891, Dalloz,
91-1-471) (1).

Cette faculté semble bien impliquer d'ailleurs pour la Cour de Cassation celle de prendre pour base de son examen l'acte incriminé lui-même, et de ne pas se contenter de se reporter aux constatations de la décision attaquée.

En matière ordinaire, en effet, la plupart des auteurs sont d'avis avec M. Faye « que le droit de contrôle de la Cour
« de Cassation ne pourrait aller en tout cas jusqu'à con-
« sulter l'instrument même de la convention pour recher-
« cher si les termes en ont été exactement reproduits et
« pour rétablir le texte » (2).

Cependant, un arrêt de la Cour Suprême a adopté l'opinion exactement contraire et décidé que la production de la convention était nécessaire pour que la Cour pût rechercher si le contrat avait été dénaturé ou mal qualifié «. Attendu,
« dit-elle, que la convention du 18 mars 1881 n'ayant pas
« été produite devant la Cour, on ne peut soutenir qu'elle
« a été dénaturée par l'arrêt attaqué, et que c'est uniquement
« dans les constatations de cet arrêt qu'il faut en recher-
« cher le caractère et la nature » (Req. 27 octobre 1886, Sirey, 1888-1-105, et la note).

Il est nécessaire, d'ailleurs, d'ajouter que la plupart des arrêts de la Cour de Cassation, se bornent à se référer à l'arrêt des premiers juges, et que leur formule courante est

(1) V. aussi Civ., 14 février 1870, Dalloz, 70-1-394.

(2) Faye, *op. cit.*, p. 192, n° 170.

ainsi conçue: « Attendu qu'il résulte des constatations de « l'arrêt attaqué... » alors qu'en matière d'enregistrement ils se reportent directement aux termes du contrat.

Mais la Cour de Cassation semble avoir été plus loin encore: alors qu'en théorie générale, il est de principe que la Cour de Cassation, qui n'est pas un troisième degré de juridiction, ne peut recevoir de productions nouvelles et qui n'auraient point été soumises aux premiers juges (1), un arrêt de la Chambre civile a admis la solution implicite qu'en matière d'enregistrement des productions nouvelles peuvent être faites en cassation: « Attendu, dit-elle, « que la Cour de Cassation ne saurait exercer son contrôle en l'absence de production des documents sur « lesquels le pourvoi s'appuie, et dont le jugement attaqué « aurait mal apprécié la nature et la portée juridique ». (Civ. 8 février 1893, Sirey, 1893-1-385 et la note de M. Wahl).

M. Wahl justifie cette solution en déclarant que la Cour de Cassation ayant ici des pouvoirs spéciaux de contrôle, « peut faire appel à toutes les considérations qui sont de « nature à asseoir sa conviction », et, « du reste, si l'appréciation des premiers juges peut être reconnue erronée « après l'examen des faits mêmes qui leur ont été soumis, à « plus forte raison d'autres faits nouvellement produits peuvent-ils justifier une appréciation différente ».

L'on pourrait peut-être aussi ajouter à ces remarques une justification tirée de l'article 15 de la loi du 22 frimaire an VII, réglant la procédure des instances en matière d'enre-

(1) Cass., 30 mai 1888, Sirey, 1889-1-299.

gissement, qui a supprimé l'appel et décidé que la décision des Tribunaux seraient portées directement devant la Cour de Cassation, ce qui a dû contribuer à rapprocher le rôle de celle-ci, de celui d'un second degré de juridiction.

Ainsi, en matière d'enregistrement, l'intention des parties contractantes peut et doit être recherchée par la Cour de Cassation, et, s'il faut ajouter, pour être exact, qu'elle a formulé à propos de cela quelques réserves, celles-ci laissent subsister dans toute sa rigueur la solution adoptée.

La Cour de Cassation a, en effet, quelquefois cru nécessaire de préciser, qu'elle ne se permettait de réviser la décision des juges du fond, que dans les cas où elle rencontrait des raisons suffisantes pour reconnaître l'erreur d'interprétation qu'ils avaient commise et que, si rien ne devait l'amener à avoir une telle opinion, il n'y avait aucune raison d'accueillir le pourvoi (1).

Ceci semblait pourtant aller de soi, et l'on voit difficilement pourquoi la Cour de Cassation, à moins de tomber dans l'arbitraire, devrait casser des arrêts, alors qu'elle ne pourrait invoquer aucune raison, lui permettant de prétendre que la première interprétation était inexacte et d'en formuler une différente.

L'on a ainsi pu voir que lorsqu'elle peut mettre en avant la notion d'ordre public, la Cour de Cassation ne se laisse pas gagner par les mêmes scrupules que lorsqu'il lui semble qu'elle n'a à prendre garde qu'à des intérêts privés ;

(1) Req., 30 juillet 1868, Dallos, 68-5-176 ; Req., 28 janvier 1873, Dalloz, 73-1-307 ; Civ., 20 juillet 1896, Dalloz, 97-1-242.

peut-être faut-il voir là un vestige des idées anciennes, que nous avons rappelées au début de cette étude : à savoir que la Cour Suprême est faite davantage pour assurer le maintien de la vie sociale dans les règles normales, en ne permettant aux Tribunaux de statuer que dans les limites tracées par les lois et l'ordre public, que pour empêcher une diminution même injuste d'un patrimoine particulier.

SECTION II. — DE L'APPLICATION DE LA LOI DU CONTRAT

Nous abordons ici un ordre de questions différent de celui que nous avons examiné dans les pages précédentes ; en effet, nous nous sommes alors bornés à indiquer quels étaient les pouvoirs respectifs des juges du fond et de la Cour de Cassation, lorsqu'il s'agissait de constater et d'interpréter un contrat, c'est-à-dire d'arriver à fixer d'une manière définitive et avec le plus de précision possible la loi contractuelle, telle qu'elle résultait soit de l'intention des parties, soit d'un rapprochement avec une définition légale, et, ceci, afin que le juge, ait la possibilité de puiser dans cette loi particulière des éléments qui lui permettent de donner au litige né à propos de la mise en vigueur des rapports contractuels, une solution conforme au texte et à l'esprit de la convention.

C'est à la seconde partie de la tâche du juge que nous arrivons maintenant et qui consiste dans l'application de la loi du contrat ainsi déterminée au procès en cours.

On peut se rendre compte tout de suite que le rôle du juge apparaît ici beaucoup plus précis et plus facile à enfermer

dans des limites fixes: il n'est plus question, alors de se livrer à de longues analyses subjectives, ni à induire une volonté inconnue du sens dans lequel se sont réalisées certaines circonstances, puisque l'intention des parties est supposée connue et que c'est à la lumière de celle-ci qu'a été précisée la portée des clauses de l'acte.

Il se trouve alors en présence d'un texte rendu aussi intelligible que possible: et, ce texte, il doit désormais se borner à l'appliquer purement et simplement au litige.

C'est ici que nous retrouvons, soulignés avec toute la vigueur qui leur convient, les effets de la force obligatoire des contrats, force que rien ne saurait détourner de l'objet auquel elle doit s'appliquer, et qui s'impose aux parties.

Les parties contractantes, en effet, ne peuvent se soustraire aux obligations qui résultent d'un contrat, et si un tel fait se produisait, il serait immédiatement loisible au cocontractant de mettre en mouvement la force publique par l'intermédiaire du juge; c'est à cet égard que les termes de l'article 1134 doivent être acceptés dans toute la rigueur de leur acception, quand ils prononcent que les parties sont liées par le contrat comme elles le seraient par la loi. Il convient donc que le juge ne se dérobe pas à la tâche qui alors lui incombe et sur laquelle repose la sécurité des contractants.

Il ne doit sous aucun prétexte écarter l'application du contrat au litige, ni refuser de donner force obligatoire à celui-ci.

On se souvient que c'était un des trois cas que Merlin jugeait susceptibles de donner lieu à un recours en cassation.

« Violent un contrat, disait-il, c'est juger qu'un contrat

« dont le caractère est manifestement déterminé, dont l'existence est prouvée authentiquement, n'a point ce caractère ou n'existe pas; c'est juger qu'un contrat dont les clauses ne sont ni obscures ni équivoques, ni même contestées en fait, ne doit point recevoir son exécution; c'est, en un mot, juger ouvertement le contraire de ce que le contrat a expressément prévu et clairement réglé » (1).

Boncenne, qui, lui aussi, ne peut-être compté parmi ceux qui ont cherché à développer le contrôle de la Cour de Cassation, avait dit lui: « On pense généralement aujourd'hui, qu'il n'y a contravention expresse à l'article 1134 que dans un cas, celui où un arrêt décide qu'une convention reconnue pour avoir été légalement formée n'oblige pas les parties contractantes ».

Nous avons déjà dit aussi qu'un peu plus tard ce principe a été formellement repris dans les conclusions de M. l'avocat général Paul Fabre (Dalloz, 66-1-108); « Pour qu'il puisse y avoir violation de l'article 1134 », disait-il, « il faut que le juge, après avoir déclaré que l'intention des parties a été de faire telle convention, croie devoir modifier la convention faite parce qu'il trouve exagérés soit la peine stipulée, soit les avantages assurés à l'une des parties par le contrat; alors, il est vrai de dire que le juge met sa volonté à la place de la volonté qu'il reconnaît avoir été celle des parties au moment du contrat, et qu'il refait la convention ».

Ces auteurs aboutissent donc à la conclusion que la Cour

(1) Merlin, Questions de droit, V. *Papier-monnaie*, § 2. p. 591.

de Cassation peut dans ce cas exercer sa censure, pour faire respecter le principe de l'article 1134 qui est ici intéressé d'une façon très directe, et ainsi assurer l'exécution des contrats.

Cette manière de voir se combine d'ailleurs avec la théorie précédemment reproduite de la distinction des clauses claires et des clauses obscures, en ce sens que lorsque le juge se trouve en présence d'une clause contractuelle qui, selon les vues de la Cour de Cassation et dans les conditions que nous avons indiquées, peut être qualifiée de suffisamment claire pour qu'il n'y ait aucun besoin de l'interpréter, il doit se borner à appliquer purement et simplement celle-ci au litige.

C'est ainsi qu'il a été fréquemment décidé par la Cour de Cassation qu'il est interdit aux Cours d'appel de modifier la lettre d'un contrat, en invoquant par exemple l'équité et la bonne foi qui doivent présider à l'élaboration des conventions.

Cette jurisprudence s'est appliquée notamment à propos des clauses pénales fixant dans un contrat le chiffre de dommages-intérêts que devait entraîner l'inexécution de celui-ci.

Ces dommages-intérêts, déterminés par la convention, ne peuvent être réduits par le juge sous prétexte, par exemple, qu'ils dépasseraient de beaucoup le préjudice souffert (Civ. 4 juin 1860, Dalloz, 60-1-257; Dalloz, Jurisprudence générale, V. Obligations, nos 831 et suivants).

Dans une espèce analogue, la Cour de Cassation a ainsi motivé sa décision: « Attendu qu'aux termes des articles

« 1134 et 1152, les conventions tiennent lieu de loi à ceux
« qui les ont faites, et que, lorsque la convention porte que
« celui qui manquera de l'exécuter paiera une certaine
« somme à titre de dommages-intérêts, il ne peut être alloué
« à l'autre partie une somme plus forte, ni moindre », ainsi
« l'amende qui, dans un règlement d'atelier, ayant un caractère
« conventionnel et obligatoire » a été prévue comme sanc-
tion à certaines défenses, ne peut être réduite par le juge
sous prétexte notamment qu'elle serait d'une exagération évi-
dente (Civ. 14 février 1866, Dalloz, 66-1-84, Sirey, 66-1-191).

Un autre arrêt, qui est resté célèbre, a également décidé
que les juges ne peuvent élever la redevance d'arrosage fixée
par une convention ancienne, sous prétexte que la rede-
vance n'est plus en rapport avec les frais d'entretien du
canal. Dans ce cas, il paraissait en effet équitable, s'a-
gissant d'un contrat successif dont l'exécution devait se
prolonger pendant un grand nombre d'années, que la rede-
vance stipulée fût augmentée d'une façon proportionnelle
aux charges qu'elle était destinée à couvrir, et l'on pouvait
invoquer en outre que l'article 1134 a pour complément
l'article 1135 qui décide que « les conventions obligent non
« seulement à ce qui y est imprimé, mais encore à toutes
« les suites que l'équité, l'usage et la loi donnent à l'obliga-
« tion d'après sa nature ». Mais la Cour de Cassation ne
s'est pas laissée entraîner par ces considérations et a décidé
que le juge devait veiller à la stricte exécution des conven-
tions, comme il doit veiller à la stricte observation de la loi.
« L'esprit de l'article 1134, ajoute, l'annotateur, c'est d'en-
« chaîner le juge pour empêcher l'arbitraire ».

De plus, l'article 1135 n'a jamais entendu dire que l'équité devait l'emporter sur les clauses du contrat. « On se souvient de l'abus que faisaient les juridictions de l'ancien droit de cette notion d'équité qui avait amené la fameuse protestation: « Dieu nous garde de l'équité des Parlements! » C'est ainsi que la Cour de Cassation a tranché la question dans son arrêt: « Attendu que dans aucun cas, il n'appartient aux Tribunaux, quelque équitable que puisse paraître leur décision, de prendre en considération le temps et les circonstances pour modifier les conventions des parties et substituer des clauses nouvelles à celles qui ont été librement acceptées par les contractants ». (Civ. 6 mars 1876, Sirey, 76-1-161, Dalloz, 76-1-193) (1).

Terminons cette citation d'arrêts par l'indication de la formule générale que semble avoir adopté la Cour de Cassation sur ce point, et qui se trouve exprimée dans un arrêt du 28 mai 1873: « Attendu, y est-il dit, que pour mériter la censure de la Cour de Cassation, il faut que le juge, après avoir constaté l'existence et le sens d'un acte, ait modifié sous un prétexte quelconque ce qu'il avait déclaré constituer la convention, mais qu'il n'y a pas violation de l'article 1134 lorsque le juge se borne à fixer le sens de l'acte en interprétant les clauses et en y recherchant l'intention des parties ». (Dalloz, 73-1-413).

On voit que, dans cet arrêt, le principe de l'application stricte des clauses du contrat est formulé par rapport à

(1) V. aussi Civ., 7 mars 1859, Sirey, 1859-1-233, Dalloz, 1859-1-118; Civ., 17 juin 1907, Dalloz, 1907-1-416.

celui de l'interprétation souveraine des juges du fond, mais, lorsque la Cour de Cassation prit l'habitude de faire la distinction entre les clauses claires et les clauses obscures, elle adopta une formule nouvelle plus en rapport avec sa jurisprudence, et l'on peut en voir un exemple dans l'arrêt du 6 juin 1921 rendu à propos des baux à cheptel. « Attendu, dit cet arrêt que les conventions tiennent lieu « de loi à ceux qui les ont faites, et qu'aucune considération « d'équité n'autorise le juge, lorsque ces conventions sont « claires et précises, à modifier, sous prétexte de les interpréter, les clauses qu'elles renferment ». (Civ. 6 juin 1921, Dalloz, 1921-1-13, Sirey, 1921-1-191).

Il serait trop long et de nature à nous entraîner hors du cadre de cette étude, de développer les raisons qui ont été invoquées à l'appui de cette jurisprudence; ces raisons ont été très souvent rappelées lorsqu'on a voulu, en raison des circonstances de la guerre, faire adopter à la Cour de Cassation la théorie de l'imprévision, qui tendait à la possibilité de modifier le texte des contrats, lorsque les circonstances qui avaient entouré la conclusion de celui-ci venaient à se modifier et à rendre plus difficile et plus onéreuse l'exécution de l'obligation d'une des parties.

Cette théorie a été écartée par la Cour de Cassation à cause de son caractère nettement antijuridique; ce défaut de corrélation équitable entre les avantages et les charges résultant de l'exécution d'un contrat ne peut à aucun titre être assimilé à l'absence d'une condition essentielle, et comme il a déjà été dit, il n'est pas douteux que l'on doit faire céder l'équité devant le respect de la parole donnée; il est

d'ailleurs facile de se rendre compte des résultats auxquels on aboutirait si l'on adoptait cette manière de voir: les Tribunaux seraient continuellement saisis des réclamations de ceux qui, engagés dans les liens d'un contrat, auraient été déçus dans la prévision des avantages qu'ils en attendaient, les contrats seraient soumis à un régime d'instabilité perpétuelle, ce dont on pourrait constater les funestes effets sur les relations économiques entre les hommes (1).

Ainsi toutes les tentatives qui avaient pour but de porter atteinte à la force obligatoire du texte d'un contrat sont venues se briser devant la Cour de Cassation qui a toujours maintenu haut et ferme le principe de l'article 1134.

La Cour Suprême applique d'ailleurs le même principe et restitue à la loi contractuelle sa force obligatoire, lorsque les juges du fond ont déclaré qu'une convention avait été éteinte ou modifiée sans indiquer les actes qui avaient opéré ce résultat ou en ne citant que des faits non susceptibles d'amener un tel résultat.

Il en serait de même également si les juges du fond, tout en ordonnant l'exécution d'un contrat, avaient modifié la loi que s'étaient faite les parties en attachant à la convention des garanties spéciales qui n'avaient pas été prévues par les contractants. (Civ. 6 janvier 1885, Dalloz, 85-1-55; Civ. 10 mai 1881, Dalloz, 82-1-201).

Enfin, la Cour de Cassation, suivant en cela une jurisprudence ancienne, a cassé il y a peu de temps la déci-

(1) Sur la théorie de l'Imprévision, Voir Voirin, Thèse Nancy, 1922, et la note de M. Wahl sous Civ., 4 août 1915, Sirey, 1916-1-17.

sion d'une Cour qui avait cru devoir modifier une convention régulière passée entre un négociant et un armateur, et réglant la manière dont seraient payés les frais nécessités par l'entrée d'un navire dans un port, en invoquant l'usage qui était suivi d'une manière constante dans ce port et qui, n'ayant pu être ignoré par les parties, devait constituer pour eux une sorte de convention tacite; la Cour Suprême a déclaré qu'en substituant ainsi « aux stipulations formelles des parties une distinction tirée des usages locaux », ils avaient violé l'article 1134 (Civ. 4 novembre 1918, Dalloz, 1923-1-102; Cass. 30 mars 1896, Bulletin civil n° 66).

Tous ces arrêts montrent jusqu'à quel point la Cour de Cassation s'attache à imposer au juge le respect des conventions dont ils ont constaté et précisé la teneur, parce qu'alors ils méconnaissent d'une façon flagrante le texte de l'article 1134.

Il faut maintenant ajouter, toujours à propos de l'application du contrat à un litige, que la Cour de Cassation statuerait de la même manière, si, comme nous avons vu qu'elle le faisait souvent, pour déterminer les effets de la convention, elle avait procédé au rattachement de celle-ci à un type de contrat réglementé par la loi.

Il se peut qu'après avoir ainsi procédé, et avoir qualifié d'une façon correcte l'acte tel qu'il est intervenu, les juges se soient mépris sur les conséquences que devait entraîner l'application des textes légaux dans l'espèce, et qu'ayant décidé, par exemple, d'une façon définitive et échappant à la critique, qu'on se trouvait en présence d'une vente, ils

se soient mépris sur les droits du vendeur ou de l'acheteur, ou que, par une contradiction inexplicable, ayant décidé qu'il y avait vente, ils aient cependant appliqué les règles du louage. Il s'agit donc, là encore, de vérifier si le juge a fait une exacte application des conséquences légales que comportait la convention, et, s'il s'est trompé sur ce point, il est évident que, là encore, il y a par contrecoup une violation de la loi générale, qui peut fournir sans nul doute matière à cassation (1).

Et l'on aurait pu ajouter qu'il serait difficile de trouver une question qui se rattache au domaine du droit par des liens plus étroits que celle qui se pose dans ce cas. Il ne s'agit même plus, comme il en est à propos de la qualification légale, de rechercher si l'acte qu'ont voulu faire les parties se rattache bien à un type légal de contrat, ou si les éléments de fait justifient suffisamment la qualification légale; mais, ici, puisque cette opération est supposée effectuée, il s'agit alors de voir quelles sont les conséquences qu'entraîne pour la solution du litige l'application de la définition ainsi reconnue exacte par rapport à la loi, et la Cour de Cassation, en examinant si le juge a fait produire aux textes légaux tous les effets qu'ils comportaient, se trouve bien en face d'un problème juridique d'ordre général, auquel les considérations de fait et d'espèce apparaissent tout à fait étrangères.

(1) V. sur ce point MM. Duranton, n° 379-380; Merlin, Répertoire, V. *Cassation*; Toullier, t. VI, n° 193; Marcadé, sur l'article 1134 n° 1; Zachariae et Vergé, t. III, p. 563, n° 1; Dalloz, Répertoire, V. *Obligations*, n° 651; Répertoire pratique, V. *Cassation*, n° 318; Req., 24 juillet 1877, Dalloz, 78-1-342; Civ., 15 janvier 1873, Dalloz, 73-1-182; Req., 8 mai 1850, Dalloz, 1850-1-269.

Ce n'est même pas à proprement parler l'article 1134 qui a été violé, mais le texte qui contient la définition légale. Si on reprend l'exemple que nous avons donné, on peut dire qu'il « résulte de la comparaison faite entre le texte de l'arrêt et le texte du Code, que l'on a faussement appliqué les règles du titre de la vente, et violé celles du titre de louage » (Marcadé, op. cit. p. 466).

Reconnaissons d'ailleurs que ce cas d'ouverture à Cassation auquel il est fait allusion chez la plupart des auteurs apparaît plutôt d'ordre théorique que pratique; il semble en effet difficile d'imaginer un arrêt qui ne serait mis en contradiction aussi flagrante avec ses propres constatations; cependant il est intervenu un arrêt de la Cour Suprême qui a cassé une décision qui avait fait produire à un acte « *qualifié de bail* » des conséquences qui ne résultaient pas de la nature de ce contrat et qui n'auraient été exactes que si on s'était trouvé en présence d'un contrat de vente. « Attendu, « y est-il dit, qu'en attribuant à un bail le caractère et les « effets d'une convention translatrice de propriété, et en « faisant peser sur le locataire une charge qui, d'après le « décret du 16 mars 1848, devait frapper uniquement le « propriétaire, l'arrêt a faussement interprété et par suite « violé les articles 544 et 1709 du Code civil et le décret du « 16 mars 1848 ». (Civ. 8 juillet 1851, Dalloz, 1851-1-198).

Ainsi, après avoir indiqué les principes que la Cour de Cassation entend faire respecter aux juges du fond quand ils constatent ou interprètent un contrat, nous avons montré quel contrôle elle exerçait sur eux lorsqu'ils passent à l'application de cet acte; nous arrivons donc au terme de

cette étude. L'on a ainsi pu se rendre compte que, du nombre considérable d'arrêts que la Cour Suprême a prononcés en la matière, il est extrêmement difficile de dégager des principes généraux nettement caractérisés; tant il est vrai que si les distinctions faites apparaissent nombreuses, les lignes de démarcation qui les séparent ne sont pas toujours très nettes, et que les règles successives qu'il est possible de formuler ont facilement l'apparence d'empiéter les unes sur les autres.

Mais ces distinctions n'en étaient pas moins indispensables à faire, pour aborder l'étude d'une matière aussi délicate que celle-ci sous peine de ne pouvoir s'y reconnaître à travers le nombre considérable des arrêts rendus.

CONCLUSION

Et maintenant que, dans la mesure où l'état de la jurisprudence le permettait nous avons essayé d'explorer méthodiquement ce domaine de la loi contractuelle, voyons en quelques lignes quelles sont les réflexions que suggèrent les différentes solutions que nous avons vu adopter.

La Cour de Cassation se trouvait en effet placée en face d'un problème délicat: il lui fallait, dans une matière où évidemment les questions de fait et d'intention tenaient une place prépondérante, établir sur les décisions des juges du fond un contrôle qui lui permit d'arriver à établir une jurisprudence aussi fixe que les circonstances le permettaient.

L'utilité de l'unité de jurisprudence était certainement aussi évidente dans le domaine des contrats que dans n'importe quelle autre branche du droit; les conventions particulières tiennent, en effet, dans la vie économique et sociale, une place considérable, et il importait de donner satisfaction aux intérêts des justiciables en donnant la plus grande sécurité possible à leurs rapports contractuels.

Il était en effet tout à fait contraire au développement de ces rapports, et, partant de la vie économique, toute entière, qu'une même clause contractuelle fût interprétée d'une façon différente suivant la Cour d'appel appelée à statuer sur elle (1).

La Cour de Cassation ne pouvait donc laisser passer d'un regard indifférent toutes les décisions rendues par les juges du fond, sous prétexte qu'ils ne statuaient que sur des questions d'espèces. Elle s'est donc résolue à intervenir de façon à unifier autant qu'il était possible les diverses décisions des Cours d'appel.

Mais, si les avantages pratiques qui devaient résulter de l'orientation de cette jurisprudence apparaissaient incontestables, que faut-il penser de celle-ci, par rapport aux textes qui ont réglé l'organisation et le fonctionnement de la Cour de Cassation ?

Il est évident que la Cour Suprême, qui domine toute l'organisation judiciaire et qui n'est soumise à aucune autorité, aussi bien dans l'ordre judiciaire que dans l'ordre législatif, aurait pu se permettre, sans risquer d'encourir aucune sanction, d'augmenter elle-même ses attributions en empiétant sur celles des Cours d'appel, et en se faisant juge des questions de fait.

(1) Voir sur ce point : Dereux, de l'interprétation des actes juridiques, Thèse Paris, 1905, p. 93, et les exemples cités, notamment celui de la clause d'entretien des lieux loués dans les contrats de bail, interprétée là comme aggravant les charges des locataires. (Bordeaux, 6 janvier 1843, Sirey, 43-2-133) et ici comme ne modifiant pas le droit commun (Caen, 18 janvier 1828, Sirey, 29-2-279).

Mais les explications que nous avons données suffisent à montrer que ce n'est pas sous cet aspect qu'il faut considérer les efforts qu'a faits la Cour de Cassation pour imposer au juge du contrat un certain pouvoir de contrôle. Elle a considéré que son rôle consistant à obliger les Tribunaux à respecter la loi, elle ne pouvait leur montrer l'exemple de l'insubordination en se mettant elle-même hors de la légalité.

Elle s'est donc efforcée de remplir la tâche qu'elle s'était fixée, pour le maintien de la sécurité dans les rapports contractuels des justiciables, sans pour cela mériter le reproche de ne pas tenir compte des textes qui présidaient à son fonctionnement.

C'est donc par les voies légales, et grâce à une interprétation large et extensive de ces textes organiques, qu'elle est arrivée, sans déformer ceux-ci, aux résultats que nous avons indiqués dans les chapitres précédents. Elle n'a jamais perdu de vue que seul l'examen des questions de droit lui était permis, et que, suivant les paroles bien connues du procureur général Dupin, dans tous les arrêts qu'elle prononçait, « la loi devait constituer un des termes du syllogisme ».

C'est en effet par rapport seulement avec la loi écrite qu'elle doit examiner les décisions qui lui sont déférées, et dans tous ses arrêts, l'on retrouve ce souci de rattacher à l'inobservation par le juge du fond d'un texte légal, indiqué d'une façon précise, l'annulation qu'elle prononce de la décision de celui-ci.

Cette tâche, il est vrai, lui était rendue plus facile dans

notre matière à cause des termes employés par le législateur dans l'article 1134.

C'est donc à cet article que la Cour de Cassation a fait appel pour empêcher que les Cours d'appel ne modifient la substance des contrats.

Elle n'a pas voulu exagérer les conséquences qu'il fallait tirer du rapprochement du texte d'une convention et de la loi générale, s'étant rendu compte de la grande différence qui malgré tout les séparait, et que le droit contractuel essentiellement subjectif n'avait pas la même consistance que le droit qui découle de la loi positive, celui-ci étant essentiellement objectif et impersonnel.

Elle a donc pleinement discerné que les questions que soulevait celui-là étaient trop mêlées de considérations subjectives et personnelles, pour qu'on pût les mettre sur un pied de complète égalité avec les questions de droit général; mais elle n'a pas perdu de vue non plus que par la formule énergique qu'il avait employée dans l'article 1134, le législateur avait indiscutablement manifesté l'intention que les contrats devaient être exécutés à la lettre.

Il n'a donc pas décidé d'une façon formelle que les pourvois pouvaient être fondés sur une fausse interprétation ou une mauvaise application d'une convention, mais a adopté une ligne de conduite qui aboutit exactement au même résultat, en décidant que dans bien des cas cette fausse interprétation ou cette mauvaise application du contrat constituaient en réalité une méconnaissance de la volonté du législateur, et, que par conséquent les arrêts devaient être cassés pour violation de l'article 1134.

C'est donc à ce dernier article que la Cour de Cassation se réfère toujours dans les décisions qu'elle rend et ce n'est que dans la mesure où on peut considérer que le principe qu'il énonce n'a pas été respecté que la décision sera susceptible d'être annulée.

Mais, d'autre part, étant donné que, comme nous l'avons dit, ce texte est une application de l'idée de l'autonomie de la volonté, il fallait tenir compte de ce qu'il importait au premier chef que les contrats ne produisent que des effets conformes à la volonté des parties.

Il y avait donc un départ à faire entre les cas où les juges du fond n'avaient fait qu'adopter une solution qui tendait à faire prévaloir l'intention certaine des contractants, et ceux où l'article 1134 était méconnu d'une façon certaine.

C'est ce qu'à fait la Cour de Cassation, et c'est cette distinction qui, ainsi que nous l'avons vu, sert de point de départ à toutes ses décisions, lorsqu'il lui faut séparer ce qui rentre dans les pouvoirs souverains d'appréciation des juges du fond, de ce sur quoi elle peut exercer son droit de censure.

Ainsi, tous les arrêts des Cours d'appel qui n'ont pas respecté le texte d'un contrat, sont en réalité cassés pour violation de l'article 1134, et l'on peut dire que le Cour de Cassation a ainsi trouvé le moyen, en n'oubliant jamais de se référer à cet article, d'augmenter considérablement son pouvoir de contrôle, sans pour cela qu'elle ait jamais cessé de se maintenir dans la ligne normale de ses attributions.

Nous avons voulu simplement montrer dans les lignes que la Cour de Cassation n'a jamais entendu s'éloigner du

terrain du droit et du droit tel qu'il se dégage de la loi positive et générale, et nous n'en avons voulu invoquer comme preuve que les motifs qu'elle invoque et les textes législatifs qu'elle prend en considération pour justifier le dispositif de ses arrêts de cassation.

Vu :

Le Président de la Thèse,
GEORGES RIPERT.

Vu :

Le Doyen,
H. BERTHELÉMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. LAPIE.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LE RÔLE DE LA COUR DE CASSATION	1
CHAPITRE I. — POSITION DE LA QUESTION ET HISTORIQUE . . .	13
CHAPITRE II. — L'ÉTAT ACTUEL DE LA JURISPRUDENCE . . .	31
SECTION I. — DE LA CONSTATATION ET DE L'INTERPRÉTATION DES CLAUSES D'UN CONTRAT	32
SECTION II. — DE L'APPLICATION DE LA LOI DU CONTRAT. . .	76
CONCLUSION.	89
